

**MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'EMPLOI**

SECRETARIAT GENERAL

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE
L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**



BURKINA FASO

Unité- Progrès- Justice



TABLE DES MATIERES

<i>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS</i>	5
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	7
<i>INTRODUCTION</i>	13
<i>CHAPITRE I : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA REGION CENTRE-EST</i>	15
1.1 <i>CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES ET DEMOGRAPHIQUES</i>	15
1.1.1 – <i>Situation géographique</i>	15
1.1.2 – <i>Situation administrative</i>	15
1.1.3 – <i>Caractéristiques démographiques</i>	15
<i>CARTE ADMINISTRATIVE DE LA REGION DU CENTRE-EST</i>	16
1.2 – <i>MILIEUX PHYSIQUE ET NATUREL</i>	19
1.2.1 – <i>Relief</i>	19
1.2.2 – <i>Climat et pluviométrie</i>	19
1.2.3 – <i>Ressources en sols</i>	19
1.2.4 – <i>Hydrographie</i>	20
1.2.5 – <i>Végétation, ressources halieutiques et fauniques</i>	20
1.2.6 – <i>Ressources minières</i>	21
<i>CHAPITRE II : SITUATION SOCIOECONOMIQUE DE LA REGION</i>	22
2.1 – <i>SITUATION ECONOMIQUE</i>	22
2.1.1 – <i>Le Secteur primaire</i>	23
2.1.2 – <i>Le Secteur secondaire</i>	30
2.1.3 – <i>Le Secteur tertiaire</i>	31
2.2 – <i>SITUATION SOCIALE</i>	35
2.2.1 – <i>Education</i>	35
2.2.2 – <i>Santé</i>	37
2.2.3 – <i>Eau potable</i>	38
2.2.4 – <i>Assainissement</i>	39
<i>CHAPITRE III – LA SITUATION DE L’EMPLOI ET DE LA FORMATION</i> <i>PROFESSIONNELLE DANS LA REGION DU CENTRE-EST</i>	41
3.1 – <i>POPULATION ACTIVE OCCUPEE</i>	41
3.2 – <i>SITUATION DE L’EMPLOI ET DU MARCHE DE L’EMPLOI</i>	41
3.3 – <i>CARACTERISTIQUES DU SOUS-EMPLOI</i>	44
3.4 – <i>POPULATION ECONOMIQUEMENT INACTIVE</i>	45

3.5 – CARACTERISTIQUES DE L’AUTOPROMOTION.....	46
3.6 – LA FORMATION PROFESSIONNELLE.....	47
CHAPITRE IV : CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ATOUTS DE LA REGION.....	49
4.1 – LES CONTRAINTES DE LA REGION.....	49
4.1.1 – Les contraintes du secteur primaire.....	49
4.2 – LES ATOUTS, POTENTIALITES ET OPPORTUNITES DE LA REGION	54
4.2.1 – Les atouts et potentialités du secteur primaire	54
L’aménagement de la vallée de Bagré	55
4.2.2 – Les atouts, potentialités et opportunités du secteur secondaire.....	58
4.2.3 – Les atouts, potentialité et opportunités du secteur tertiaire.....	58
4.3 – Recommandations pour l’amélioration du climat des affaires	61
CHAPITRE V : FICHES DE PROJET DES METIERS/EMPLOIS ADAPTES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L’EMPLOI.....	66
5.1 – AGRICULTURE	66
5.1.1- Projet de production d’un Ha de maïs.....	66
5.1.2 - Projet de production d’un Ha de riz paddy	67
5.1.3 - Projet de production d’un Ha de tomate	68
5.1.5– Projet de production d’un Ha de papaye	70
5.1.6 – Projet de production d’1 ha de manioc.....	71
5.1.7 – Projet de production d’1 ha d’oignon.....	72
5.1.8 – Projet de production d’1 ha de pépinière	73
5.1.9 - Projet de production d’un Ha de Chou.....	74
5.1.10 – Projet de production d’1 ha de carotte	75
5.2 - Elevage.....	78
5.2 1-Projet de renforcement d’une laiterie.....	78
5.2.2- Projet de production et de commercialisation d’œuf.....	79
5.2.3- Projet d’embouche bovine.....	80
5.2.4- Projet de production de viande porcine	81
5.2.5 Projet d’embouche Ovine	83
5.2.6 Projet d’élevage des aulascodes.....	84
5.2.7- Projet d’apiculture	85
5.3 – UNITES DE TRANSFORMATION.....	86
5.3.1 Projet de fabrication du Soumbala	86
5.3.2 Projet de fabrication de Beurre de karité.....	87

5.3.3-projet de création d'une unité de fumage de poissons	87
5.3.5- Projet de création d'une unité de fabrique de savon	89
5.4– ATELIERS DE FABRICATION ET DE MAINTENANCE	90
5.4.1- projet de fabrique de ruches kenyanes	90
5.4.2- Projet de création d'un atelier de dépannage de cyclomoteurs	91
5.4.3- Projet de création d'un atelier de forge	92
5.4.4 – Atelier de menuiserie bois	94
5.5 - SERVICES	96
5.5.1- Projet de création d'un restaurant bar	96
5.5.2- Projet de renforcement de point de grillade de viande	97
5.5.3- Projet de création d'un service de pressing moderne.....	98
5.5.5 – Projet d'un Télécentre.....	100
5.5.6 - Projet de création d'une unité de traitement et de commercialisation d'eau.....	101
CONCLUSION	102

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR :	Activités Génératrices de Revenus
ANPE :	Agence nationale pour la promotion de l'emploi
BACB :	Banque agricole et commerciale du Burkina
BIB :	Banque internationale du Burkina
BICIA-B :	Banque internationale du commerce, de l'industrie et de l'agriculture du Burkina
CCP :	Comptes Chèques Postaux
CE :	Centre-Est
CFP :	Centre de Formation Professionnelle
CNE :	Caisse Nationale d'Epargne
CRA :	Chambre régionale d'agriculture
CSLP :	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CSPS :	Centre de santé et de promotion sociale
CSRLP :	Cadre stratégique régional de lutte contre la pauvreté
DGPSA :	Direction générale de la prévision et des statistiques agricoles
DHD :	Développement Humain Durable
DRAHRH :	Direction régional de l'agriculture, de l'hydraulique et des ressources halieutiques
DREBA :	Direction régionale de l'enseignement de base
DRED :	Direction régionale de l'économie et du développement
DRES :	Direction régionale de l'enseignement secondaire
DRRA :	Direction régionale des ressources animales
EBCVM :	Enquête burkinabé sur les conditions de vie des ménages
ENEC II :	Enquête nationale sur l'effectif du cheptel 2 ^{ème} édition
FAARF :	Fonds d'appui aux activités génératrices de revenus
FAPA :	Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage
FAPE :	Fonds d'appui à la promotion de l'emploi
FASI :	Fonds d'appui au secteur informel
FIJ :	Fonds d'insertion des jeunes
FNAIJ :	Fonds d'appui des initiatives des jeunes
GA :	Générale des Assurances
GIE :	Groupement d'intérêt économique
Ha :	Hectare
IMF :	Institution de micro-finance
INSD :	Institut national de la statistique et de la démographie
Km :	Kilomètre
MAHRH :	Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MCA :	Millenium Challenge Account
ONATEL :	Office national des télécommunications
ONEA :	Office national de l'eau et de l'assainissement
ONEF :	Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle
PAMER :	Projet d'appui aux micro-entreprises rurales
PLB :	Produit local brut
PNGT 2 :	Deuxième programme national de gestion des terroirs
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
QUIBB :	Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitation

SBE : Société Burkinabé d'équipement
SFD : Système financier décentralisé
SONABEL : Société nationale d'électricité du Burkina
SONAPOST : Société nationale des postes
SONAR : Société nationale d'assurance et de réassurance
UAB : Union des assurances du Burkina

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Superficies et organisation administrative de la région du Centre-Est	15
Tableau 2 : Indicateurs démographiques 1985-2006	17
Tableau 3 : répartition de la population des dix principales villes du Burkina Faso selon le sexe par ordre d'importance démographique	18
Tableau 4 : Répartition de la population résidente et les ménages par commune dans la région du Centre- Est	18
Tableau 5 : hauteurs annuelles des précipitations selon les stations du Centre-est.....	19
Tableau 6 : Emplois dans le primaire	23
Tableau 7 : superficies emblavées campagne 2006-2007 (en ha)	24
Tableau 8 : situation de la production agricole 2006-2007 (en tonnes)	25
Tableau 9 : production maraîchère 2002-2003 (en tonnes).....	26
Tableau 10 : Rendement par spéculation et par province de la région du Centre-Est en 2006-2007 (kg/ha).....	26
Tableau 11 : effectifs du cheptel par province dans le Centre-Est en 2006	27
Tableau 12 : proportions d'éleveurs par système d'élevage par espèce dans le Centre-est....	28
Tableau 13 : proportions des éleveurs par espèces et par source d'alimentation dans le Centre-Est.....	28
Tableau 14 : Quantité de bois et de charbon de bois produit par province de la région du Centre Est en 2007	29
Tableau 15 : évolution des captures débarquées et enregistrées (contrôlées) à Bagré (en tonnes) de 1994 à 2006.....	30
Tableau 16 : Evaluation de la production laitière de la région du Centre-Est en 2007.....	30
Tableau 17 : Liste des principaux hôtels en 2003	32
Tableau 18 : Couverture en électricité	33
Tableau 19 : Transaction (FCFA°) WESTERN UNION par province et par bureau de la région du Centre-Est en 2007	34
Tableau 20 : Situation des dépôts et des retraits (épargne et compte courant) en 2007	34
Tableau 21 : Situation des transferts de fonds (mandats) en 2007	34
Tableau 22 : Situation des budgets des collectivités territoriales de la région en 2007	35
Tableau 23 : Situation des infrastructures et effectifs au primaire de la région des Cascades (année scolaire 2007-2008	35
Tableau 24 : Situation des TBS en 2007-2008.....	36
Tableau 25 : évolution des effectifs du secondaire de 2003/2004 à 2006/2007.....	36
Tableau 26 : situation du taux brut de scolarisation de l'enseignement secondaire dans la région en 2006/2007	37
Tableau 27 : Répartition des Infrastructures sanitaires par district de la région du Centre-Est en 2006	37
Tableau 28 : rayon moyen d'action théorique (RMAT)des CSPS (y compris dispensaires et maternités) en 2006	37
Tableau 29 : situation des CSPS remplissant les normes minimales en personnel en 2006....	38
Tableau 30 : répartition des points d'eau inventoriés par type dans la région en 2005	38
Tableau 31 : répartition de la population suivant la desserte en eau 2005.....	39
Tableau 32 ; répartition (en %) des ménages selon le type de toilettes.....	39
Tableau 33 : répartition des ménages (en %) selon le mode d'évacuation des ordures ménagères.....	40
Tableau 34 : principaux indicateurs du marché du travail(individus de 15 et plus)	41
Tableau 35 : situation de l'emploi dans le secteur primaire.....	41

Tableau 36 : répartition (en %) de la population par situation par rapport à l'emploi (âge 15 et plus).....	41
Tableau 37 : répartition (en %) de la population qui travaille par statut de l'emploi	42
Tableau 38 : répartition (en %) de la population qui travaille par employeur	42
Tableau 39 : répartition (en %) de la population qui travaille par branche d'activité.....	43
Tableau 40 : répartition des demandeurs d'emploi par diplôme en 2007 dans le Centre-Est..	43
Tableau 41 : répartition des offres d'emploi par diplôme en 2007 dans la région du Centre-Est	43
Tableau 42 : répartition (en %) de la population sous-employée par statut de l'emploi dans la région.....	44
Tableau 43 : répartition (en %) de la population sous employée par employeur.....	44
Tableau 44 : répartition (en %) de la population sous employée par branche d'activité	45
Tableau 45 : répartition (en %) de la population économiquement inactive par raison d'inactivité.....	45
Tableau 46 : Nombre de micro projets financés par domaine d'activité et par source dans la région du Centre-Est En 2007	46
Tableau 47 : Effectif des élèves du CFP/ANPE public dans la région du Centre-Est par cycle et section en 2007	47
Tableau 48 : évolution des effectifs du secondaire technique et professionnel tous cycles confondus	47
Tableau 49 : programme de réalisation de grands aménagements irrigués autour du barrage de Bagré sur la période 2007-2015	56
Tableau 50 : programme d'études de grands aménagements irrigués autour du barrage de Bagré	56
Tableau 51 : programme minimal complémentaire d'aménagements hydro-agricoles du Centre-Est sur la période 2008-2015.....	56
Tableau 52 : compte d'exploitation prévisionnel	66
Tableau 53 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de riz paddy	67
Tableau 54 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de tomate	68
Tableau 55 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de banane.....	69
Tableau 56 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de papaye.....	70
Tableau 57 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de manioc	71
Tableau 58 : Compte d'exploitation d'1 ha d'oignon	72
Tableau 59 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de pépinière	73
Tableau 60 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de chou	74
Tableau 61 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de carotte	75
Tableau 62 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de concombre	76
Tableau 63 : Evaluation financière des investissements d'une laiterie	78
Tableau 64 : Compte d'exploitation prévisionnel d'une laiterie.....	79
Tableau 65 : dépense d'investissement de production des oeufs	79
Tableau 66 : Compte d'exploitation prévisionnel trimestriel de production des oeufs.....	80
Tableau 67 : Evaluation financière des investissements d'embouche bovine.....	80
Tableau 68 : Compte d'exploitation d'embouche bovine	81
Tableau 69 : Evaluation du résultat annuel d'embouche bovine.....	81
Tableau 70 : Evaluation des dépenses d'investissements d'élevage de porcs	81
Tableau 71 : Compte d'exploitation prévisionnel d'élevage de porcs	82
Tableau 72 : Compte d'exploitation prévisionnel d'embouche ovine	83
Tableau 73 : Compte d'exploitation prévisionnel d'élevage d'aulacodes	84
Tableau 74 : Compte d'exploitation prévisionnel de projet d'apiculture.....	85
Tableau 75: Compte d'exploitation prévisionnel de fabrication de soubala.....	86

Tableau 76 : Compte d'exploitation prévisionnel de fabrication de beurre de karité	87
Tableau 77 : Evaluation financière des investissements de fumage de poisson	87
Tableau 78 : Compte d'exploitation mensuel prévisionnel de fumage de poisson	88
Tableau 79: Evaluation des charges d'investissements de fabrique de savon	89
Tableau 80 : Compte d'exploitation prévisionnel annuel de fabrique de savon	89
Tableau 81 : dépenses d'investissements de fabrique de ruches kenyane	90
Tableau 82 : compte d'exploitation prévisionnel de fabrique de ruches kenyanes.....	91
Tableau 83 : Evaluation financière des investissements d'un atelier de dépannage de cyclomoteurs	91
Tableau 84 : Compte d'exploitation d'un atelier de dépannage de cyclomoteurs	92
Tableau 85 : Evaluation financière des investissements de création d'un atelier de forge	92
Tableau 86 : Compte d'exploitation de création d'un atelier de forge.....	93
Tableau 87 : Evaluation des dépenses d'investissement d'un atelier de menuiserie bois.....	94
Tableau 88 : compte d'exploitation prévisionnel d'un atelier de menuiserie bois.....	95
Tableau 89 : Evaluation des charges d'investissements de création d'un bar restaurant.....	96
Tableau 90 : Compte d'exploitation prévisionnel d'un bar restaurant.....	97
Tableau 91: Dépense d'investissement de grillade de viande.....	97
Tableau 92 : Compte d'exploitation prévisionnel de grillade de viande.....	98
Tableau 93: Evaluation des charges d'investissements d'un service de pressing.....	98
Tableau 94 : Compte d'exploitation d'un service de pressing	99
Tableau 95 : Evaluation des dépenses d'investissement prévisionnel d'un atelier de couture	99
Tableau 96 : Compte d'exploitation prévisionnel d'un atelier de couture	100
Tableau 97 Evaluation financière des investissements d'une unité de traitement et de commercialisation d'eau.....	101
Tableau 99 : Compte d'exploitation prévisionnel mensuel d'une unité de traitement et de commercialisation d'eau.....	101

TERMES DE REFERENCE DE L'ETUDE

DESIGNATION DU POSTE : Consultant national spécialiste
en opportunités d'emploi

1. CONTEXTE

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) adopté en 2000 en son axe 3 intitulé « élargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres » a réaffirmé l'importance accordée à la promotion de l'emploi tout en insistant sur l'identification d'indicateurs de suivi évaluation des différentes politiques et programmes de promotion d'emploi et de formation professionnelle. Ainsi, Le Projet d'Appui au Renforcement de la Gouvernance Economique (PRGE), qui a démarré ses activités en mai 2001 et qui a pour objectif d'appuyer le gouvernement de façon coordonnée avec les autres partenaires au développement, en vue d'améliorer la gouvernance économique afin d'assurer un environnement politique et économique approprié à la lutte contre la pauvreté et au renforcement du Développement Humain Durable (DHD), a repris la recommandation de créer deux observatoires : un observatoire de la pauvreté et du DHD et un Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Ces deux observatoires ont pour finalités :

- le suivi de la mise en œuvre du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- le suivi de la Stratégie nationale de promotion de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- et le suivi des indicateurs internationaux.

L'Observatoire national de l'emploi et de la formation professionnelle a démarré ses activités en août 2001 dans un contexte où le marché du travail est caractérisé par :

- une faiblesse de données sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- une faible qualité des données disponibles sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- des définitions, concepts et nomenclatures non harmonisés;
- des productions sur le fonctionnement du marché du travail quantitativement limitées.

Cette étude est donc commanditée pour améliorer la connaissance des acteurs sur les créneaux porteurs d'emplois de la région du Centre-est.

2. OBJECTIFS DE L'ETUDE

2.1 – Objectif global

L'objectif global de l'étude est de donner des éléments d'orientation en matière de promotion de l'emploi par la création de micro, petites, moyennes et grandes entreprises.

2.2 – Objectifs spécifiques

Il s'agit de mettre à la disposition des investisseurs, des promoteurs, des opérateurs du secteur, des initiateurs d'auto emploi, des demandeurs d'emplois, des créateurs de micro, petites, moyennes et grandes entreprises, des informations et orientations pertinentes sur des opportunités de création d'emplois et d'entreprises dans la région du Centre-Est.

3. ATTRIBUTIONS

Sous la supervision du Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi et du Directeur de l'ONEF, le consultant est chargé au niveau de la région du Centre-Est de :

1. proposer une méthodologie de travail et un plan d'élaboration du rapport ;
2. procéder à une présentation analytique des principales caractéristiques de la région du Centre-Est ;
3. procéder à une analyse succincte et distincte des différents secteurs d'activités économiques (primaire, secondaire et tertiaire) ;
4. présenter par secteur d'activités économiques, les contraintes, d'une part et les potentialités économiques de la région, d'autre part ;
5. présenter par secteur d'activité économique, les branches d'activités économiques et déceler et motiver les gisements potentiels d'emploi dans chaque branche d'activité ;
6. identifier par secteur d'activités économiques et par branches d'activités, les métiers/emplois susceptibles d'être investis dans le cadre de l'auto-emploi et présentant des valeurs ajoutées élevées. Chaque métier fera l'objet d'une fiche de projet indiquant la faisabilité technique et financière ;
7. les données à collecter devront prendre en compte les statistiques récentes (2006, 2007 et 2008 éventuellement) ;
8. faire des recommandations pertinentes pour l'instauration d'un climat favorable à l'emploi et à l'auto-emploi par la création d'entreprise ;
9. faire un débriefing chaque semaine, et à la fin de la mission pour exposer les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les solutions envisagées ;
10. présenter à la fin de la mission un rapport provisoire écrit qui sera amendé par des observations du MJE, de l'ONEF et du PNUD. Les amendements seront pris en compte dans le rapport final ;
11. déposer un CD contenant le rapport final et cinq copies sur papier.

4. LES RESULTATS ATTENDUS

A l'issue de l'étude, les branches d'activités économiques sont répertoriées et les gisements potentiels d'emplois dans chaque branche d'activités sont décelés.

Les métiers/emplois susceptibles d'être investis dans le cadre de l'auto-emploi et présentant des valeurs ajoutées élevées sont identifiés. Le rapport comprendra :

- une analyse du contexte socioéconomique de la région ;
- la situation de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- les contraintes et les potentialités de la région ;
- des recommandations pour l'amélioration du climat des affaires ;
- des fiches de projets/métiers.
-

5. QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

- avoir au moins un DESS ou tout autre diplôme équivalent en économie, socio-économie, en démographie ou dans un domaine apparenté ;
- avoir une expérience confirmée dans le domaine des études de faisabilité ;
- avoir une expérience confirmée sur les politiques macro économiques et les politiques d'emploi et de formation professionnelle ;
- avoir une bonne connaissance des différents secteurs économiques et leurs branches d'activités ;
- être disponible durant toute la période de l'étude ;
- être motivé.

6 . DUREE DE LA MISSION

La mission est prévue pour 15 jours ouvrables selon le calendrier suivant :

- a. Début des travaux 03 novembre 2008 ;
- b. Dépôt du rapport provisoire 24 novembre 2008 ;
- c. Dépôt du rapport final 08 décembre 2008 ;
- d.

7. LIEU DE DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission s'effectuera dans la région du Centre-Est

Les séances de débriefing se dérouleront toutes les deux semaines à l'ONEF ou à un lieu choisi par l'ONEF.

INTRODUCTION

A la faveur de l'éligibilité du Burkina Faso à l'initiative d'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), le Gouvernement Burkinabé avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers a élaboré au cours de l'année 2000 un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). La principale ambition du CSLP est de centrer la stratégie de développement du pays sur un meilleur impact des politiques publiques et sur la nécessité d'accroître le pouvoir d'achat des populations les plus défavorisées et de leur offrir un meilleur cadre d'épanouissement social.

Le CSLP ainsi adopté et mis en œuvre a connu sa première révision en 2003. Le processus de révision a été guidé par cinq (05) principes majeurs dont deux (02) ont un lien direct avec les objectifs de la présente étude. Il s'agit de : (i) **l'équité** : la croissance espérée doit être forte et de qualité, réductrice des inégalités. Elle doit être bénéfique à la majorité de la population notamment aux pauvres parce que, impliquant une participation active de tous (pauvres, hommes et femmes) à la production et à la répartition des fruits de cette croissance. Une croissance réductrice des inégalités qui sont liées aux différences des capacités humaines et d'accès aux actifs et aux ressources productives ; (ii) **l'habilitation des pauvres** : la promotion du développement durable exige, de toutes les populations actives sans exclusion, une contribution active au processus de développement. Elle va au-delà de l'assistance aux pauvres pour renforcer leurs capacités à prendre en charge leur destin.

En effet, l'aggravation de l'incidence de la pauvreté révélée par les enquêtes nationales sur les conditions de vie des ménages menées en 1994, 1998 et 2003, établie respectivement à 44,5%, 45,3% et 46,4%, confirme la pertinence de la prise en compte de ces principes directeurs dans l'élaboration du CSLP. Il apparaît donc urgent d'attaquer la pauvreté à la racine en élargissant les opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenus à un grand nombre pour un développement global et durable. C'est pourquoi dans le CSLP, le Gouvernement a accordé une importance particulière aux actions de l'élargissement des opportunités d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les plus pauvres dans le but de leur assurer une sécurité économique.

Au nombre de ces actions, il importe de souligner la création par le Gouvernement avec l'appui du Bureau International du Travail (BIT) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ONEF) dont les vocations spécifiques sont entre autres, de dégager des perspectives et des propositions d'actions en faveur de l'emploi et pour le développement de la formation professionnelle et également de mettre à la disposition des publics cibles et des partenaires, des informations nouvelles recueillies en les présentant sous la forme appropriée.

C'est dans cette optique que l'ONEF a commandité la présente étude sur les créneaux porteurs, c'est-à-dire les secteurs et les branches d'activités économiques qui possèdent un potentiel de croissance en termes de valeur ajoutée pouvant susciter la création d'entreprises rentables génératrices d'emplois et de revenus.

L'objectif global de l'étude est de donner des éléments d'orientation en matière de promotion de l'emploi par la création de micro, petites, moyennes et grandes entreprises. De façon spécifique, il s'agira de déceler les secteurs, les opportunités, les métiers porteurs susceptibles d'être investis par les porteurs de projets.

Pour mener la présente étude, nous avons procédé à :

- Des rencontres avec le Directeur Général de l'ONEF, responsable technique de l'étude ;
- Une recherche documentaire portant sur les filières porteuses de la région des Cascades ;
- Des rencontres avec des personnes-ressources susceptibles de fournir des informations et des avis sur le thème de l'étude ;
- Des rencontres avec des spécialistes de certaines filières qui ont bien voulu nous apporter leurs appuis dans l'élaboration des fiches de projets.

Le rapport est organisé autour des principaux points suivants :

1. les principales caractéristiques de la région du Centre-Est ;
2. la situation socio-économique de la région ;
3. la situation de l'emploi dans la région ;
4. les contraintes, potentialités et atouts de la région ;
5. les fiches de projets des métiers/emplois adaptés pour le développement de la région.

CHAPITRE I : PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA REGION CENTRE-EST

1.1 CARACTERISTIQUES ADMINISTRATIVES ET DEMOGRAPHIQUES

1.1.1 – Situation géographique

La région du Centre Est est située entre , d'une part, 1° 0' de longitude Ouest et 0° 45' de longitude Est, et d'autre part 12°35' et 10°55' de latitude Nord. Elle fait frontière avec les pays voisins du Togo et du Ghana. La région couvre une superficie de 14 722 km², soit 5,3% du territoire national. Son Chef-lieu est Tenkodogo, situé à 180 Km de Ouagadougou, la capitale.

1.1.2 – Situation administrative

Créée par la Loi N°2001-013/AN du 02 juillet 2001 portant création des région, la région du Centre-Est regroupe trois (03) provinces, le Boulgou, le Koulpelogo et le Kourritenga, subdivisées en 30 départements. Elle compte six (06) communes urbaines (Tenkodogo, Koupéla, Pouytenga, Bittou, Garango et Ouargaye), vingt quatre (24) communes rurales et 676 villages.

Tableau 1 : Superficies et organisation administrative de la région du Centre-Est

Provinces	Superficie (km ²)	Nbre de villages	Nbre de communes rurales	Nbre de communes urbaines	Nbre de villes en 1996	Nbre de villes en 2005
Boulgou	6 693	265	10	3	3	3
Koulpelogo	5 291	190	7	1	0	1
Kourritenga	2 738	221	7	2	2	2
TOTAL	14 722	676	24	6	5	6

Sources : INSD

1.1.3 – Caractéristiques démographiques

En 2006, la région du Centre-Est comptait 1 132 016 habitants, soit 8,1% de la population nationale. Le taux de croissance annuelle moyenne est de 2,1% pour la période 1985-1996 et de 2,87% pour la période 1996-2006, contre respectivement 2,4% et 3,12% de moyenne nationale.

La région abrite une mosaïque de populations autochtones, sur laquelle se sont progressivement construits la célèbre légende de Yennenga, le métissage culturel et une vingtaine de royautes Mossi depuis la frontière du Ghana jusqu' aux marges du Sahel. Les principaux groupes (Bissa : 44% ; Mossi : 43% ; Peulhs : 9% ; et Coursassé : 3%) ont développé au cours du temps des complicité de cohabitation ponctuées de tensions pour le contrôle du pouvoir et des ressources.

CARTE ADMINISTRATIVE DE LA REGION DU CENTRE-EST



Tableau 2 : Indicateurs démographiques 1985-2006

Provinces		Pop 2006	Tx d'urb ; 2006	Pop 1996	Tx d'urb. 1996	TAMV 96/06
Boulgou	Total	543 570		415 583		2,72
	Urbain	99 624	18,33	31 466	7,6%	12,21
	rural	443 946		384 117		1,46
Koulpelogo	Total	258 667		187 399		3,27
	Urbain	10 103	3,9	0	0%	
	rural	248 564		187 399		2,86
Kourittenga	Total	329 779		250 117		2,80
	Urbain	88 769	26,9	53 339	21,3%	5,22
	rural	241 010		196 778		2,04
Total région	Total	1 132 016		853 099		2,87
	Urbain	198 496	17,53	84 805	9,9%	8,87
	rural	933 520		768 294		1,97
Burkina Faso	Total	14 017 262		10 312 609		3,12
	Urbain	3 181 967	22,70	1 601 168	15,5%	7,11
	rural	10 835 295		8 711 441		2,21

Source : étude du SNAT du Burkina Faso

Cette population est marquée par sa jeunesse (49% ont moins de 15 ans) et une forte densité de peuplement (76,2 hab/km² contre une moyenne nationale de 50 hab/km²). Cette distribution spatiale varie de 35 à quasiment 90 hab/km², ce qui correspond à la densité rurale la plus élevée du pays. Les densités les plus élevées se retrouvent sur le Plateau, contrairement aux vallées faiblement peuplées.

Cette forte densité lui vaut d'être naturellement d'être une zone d'émigration pour satisfaire le besoin des jeunes en matière d'emploi et assurer sa subsistance. Avec un solde migratoire négatif de 17 113 en 1996, le Centre-Est contribuait pour 12% au phénomène migratoire à l'échelle nationale. Les migrations internes concernent essentiellement des femmes (53% du Boulgou et du Kourittenga, il s'agit des migrations agricoles puisque 74% des émigrés se fixent dans le milieu rural. Par ailleurs, la région a acquis une célébrité certaine avec la migration des jeunes en direction de l'Italie, phénomène qui a transformé l'habitat rural et assuré la construction et l'équipement d'infrastructures en pays Bissa. On estime présentement le nombre de Bissa en Italie entre 5 000 et 6 000.

Mais l'exode des jeunes Bissa vers le Sud de l'Italie n'est-il pas une arme à double tranchant ? L'amélioration de l'habitat cache des exploitations qui peinent à se moderniser pour tirer profit des nouvelles opportunités que représentent la mobilisation de l'eau et l'assainissement des terres humides. A présent, il faudrait donc que les effets induits de la migration s'inscrivent dans une dynamique de valorisation des potentialités régionales en matière de ressources accessibles aux populations.

Selon les résultats définitifs du RGPH 2006, les principales caractéristiques de la population de la région du Centre-Est sont les suivantes : les femmes au nombre de 602 683 représentent 53,24% de la population totale (contre une moyenne nationale de 51,71%) ; la part de la province du Boulgou par rapport à la population totale régionale est de 48,02%, celle du kourittenga 29,13% et le Koulpélogo 29,13% ; la population urbaine de la région est évaluée à 198 496 habitants soit 9,9% contre 15,5% au niveau national (voir tableau N°2). La région compte deux villes parmi les dix (10) principales villes du pays : Pouytenga qui totalisait en

2006 60 618 habitants (classée 6^{ème}) et Tenkodogo avec ses 44 491 habitants est classée 8^{ème}. Pouytenga est donc plus peuplée que Tenkodogo, le Chef-Lieu de Région (voir tableau N°3).

Tableau 3 : répartition de la population des dix principales villes du Burkina Faso selon le sexe par ordre d'importance démographique

Ville	Sexe		
	Homme	Femme	Total
Ouagadougou	745 289	729 934	1 475 223
Bobo-Dioulasso	244 136	245 831	489 967
Koudougou	42 803	45 381	88 184
Banfora	38 399	37 518	75 917
Ouahigouya	36 370	36 783	73 153
Pouytenga	29 282	31 336	60 618
Kaya	26 989	27 376	54 365
Tenkodogo	21 476	23 015	44 491
Fada N'gourma	21 220	20 565	41785
Dédougou	19 295	19 567	38 862
Total	1 225 259	1 217 306	2 442 565

Source : INSD RGPH 2006

Tableau 4 : Répartition de la population résidente et les ménages par commune dans la région du Centre- Est

PROVINCES	Ménages	POPULATION RESIDENTE		
		Total	Masculin	Féminin
BOULGOU				
Total	89 984	543 570	250 908	292 662
Urbain	18 680	99 624	47 077	52 547
Rural	71 304	443 946	203 831	240 115
KOULPELOGO				
Total	41 930	258 667	125 276	133 391
Urbain	1 937	10 103	4 991	5 112
Rural	39 993	248 564	120 285	128 279
KOURITTENGA				
Total	54 818	329 779	153 149	176 630
Urbain	16 905	88 769	42 843	45 926
Rural	37 913	241 010	110 306	130 704
REGION				
Total	186 732	1 132 016	529 333	602 683
Urbain	37 522	198 496	94 911	103 585
Rural	149 210	933 520	434 422	499 098

Source : INSD, RGPH 2006, résultats provisoires, 2007

1.2 – MILIEUX PHYSIQUE ET NATUREL

1.2.1 – Relief

La région du Centre-Est est composée de trois (03) ensembles topographiques :

- Les plateaux qui occupent surtout le Kourittenga où ils s'étendent sur plus de 4/5 de la superficie de la province et forment une bande d'environ 7 km du Nord au Sud du Koulpelogo ;
- Les plaines qui s'étendent sur 79% de la région et occupent la province du Boulgou. Elles ont une altitude moyenne de 200 m ;
- Enfin, les bas-fonds qui sont situés à l'extrême Sud du Koulpelogo.

La région du Centre-Est est donc une région de plaines. Ses formations géologiques ont été mises en place au précambrien D et au Birrimien.

1.2.2 – Climat et pluviométrie

La région au domaine agroclimatique soudano-nord. La température moyenne est de 28° C et oscille entre un minimum de 22° C et un maximum de 32° C. L'insolation est moyenne : 7 à 8 h/jour. L'humidité de l'air est faible à moyenne. La pluviométrie annuelle se situe entre 750 et 1 000 mm. Cependant, cette tendance est à la baisse en témoignent les informations contenues dans le tableau ci-dessus.

Tableau 5 : hauteurs annuelles des précipitations selon les stations du Centre-est

Station	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyen
Bittou	1030,2	893	49,7	-	-	-	-	-	-	953,7	801,8	789,2	950,6 824,6
Comin Yanga	1 100	909	869	1206	909	794	719	706	844	1095	972	927,2	920,85
Dialgay e	-	--	-	828,5	696,9	-	-	548	-	-	586,4	739,3	679,82
Garang o	750	896	536	824	801	675	580	586	895	943	640	796,1	743,5
Koupéla	656	722	469	828	850	649	663	737	863	881	716	716,5	729,2
Niagho	744,9	720,2	516,6	831,9	685,6	536,4	547,3	621,5	962,2		732,7		689,9
Ouarga ye	987	785	635	1147	1052	806	757	572	931	701	847	800,3	835,03
Sanga	1018,4	935,9	818	1126,4	1114	1059,2	687,1			858,2	874,8	884	955,6
Tenko	777,8	784	659,1	827,9	845,1	772,1		542,8	749,9			874,8	759,3
Zabré	1004,6	906,2	830,8	903,7	970	649,5		655,6	854,5	836,3	607,2	789,9	818,9

Source : Direction de météorologie nationale

1.2.3 – Ressources en sols

Le contexte morpho-pédologique de la région se définit à travers trois (03) types de sols :

- Les sols ferrugineux tropicaux lessivés : ces types de sols se rencontrent au niveau des reliefs de glacis, des buttes cuirassées et des interfluves. Ils sont sujets à l'érosion hydrique et sont à plus de 80% favorables à la culture du mil, du sorgho et de l'arachide. Ils occupent 46% de l'espace régional ;
- Les sols bruns hydromorphes et vertiques occupent environ 36% du cadre spatial régional. Ces sols dérivent des roches vertes et de l'altération des roches. Les sols hydromorphes se rencontrent dans les bas-fonds et sur des berges des cours d'eau. Ils sont favorables à la culture irriguées (riz), des tubercules (patates, ignames.....) ;
- Les sols minéraux bruts et les sols peu évolués occupent le reste de la région. Il s'agit des sols sédimentaires résultant de la dégradation des vieux massifs rocheux. Ils sont sableux, sablo-limoneux et sablo-argileux. Leur potentiel de fertilité est très limité. Ils sont exploités pour la culture du mil, de l'arachide et du niébé.

1.2.4– Hydrographie

Eaux de surface

La région du Centre-Est est drainée par un réseau hydrographique dense. Cinq bassins versants se partagent la région : il s'agit des bassins de la Noaho, de la Sirba, du Nakambé, du Oualé et du Nazinon. Les cours d'eau de la Sirba coulent vers le Niger, tandis que les autres coulent vers le Sud. Sur ce réseau hydrographique, on compte 69 plans d'eau (retenues et plans d'eau naturels). La superficie totale couverte par ces plans d'eau est de 26 086 ha. La région du Centre-Est abrite la plus grande infrastructure hydraulique du pays : le barrage de Bagré.

Eaux souterraines

Le domaine hydro-géologique cristalin constitue plus de 90% de la superficie de la région. Les niveaux aquifères y sont très influencés par les aléas climatiques et les pollutions. A la fin du mois de mars, la plupart des puits qu'ils alimentent sont taris.

Les formations sédimentaires représentent moins de 10% de la superficie. La région du Centre-Est disposerait de 3 230 millions de m³ d'eau souterraine dont 330 millions de m³ sont renouvelables.

1.2.5– Végétation, ressources halieutiques et fauniques

Ressources végétales

La région du Centre-Est est entièrement comprise entre dans le secteur phytogéographique nord-soudanien constitué essentiellement par des essences de la savane arborée avec plusieurs strates très hétérogènes. C'est une mosaïque de formations primaires (forêts claires, savanes) et de formations secondaires de végétation (savanes boisées , arborées et arbustives). Cependant, là où la densité des populations est très forte, la végétation y subit une dégradation considérable due aux feux de brousse et à l'exploitation agricole ; de vastes clairières apparaissent alors autour des villages laissant quelques espèces dites utiles, des buissons sacrés et des forêts galeries le long des cours d'eau.

La végétation a une répartition hétérogène en raison de plusieurs paramètres dont les plus importants sont :

- ✓ La pression démographique et ses corollaires ;

- ✓ La baisse de la pluviométrie ;
- ✓ La nature des sols (cuiresse granitique et ferrugineux).

Ainsi donc, on constate trois (3) types de végétation : (i) au Sud, c'est la savane boisée en voie de dégradation avec tout de même quelques forêts galeries le long des cours d'eau tels que le Nakambé et la Nouaho à dominance *Elaeis sp* (palmier à huile sauvage), de *terminalia sp*, *d'anogeissus leiocarpus* ; (ii) au centre, c'est la savane arborée caractérisée par une végétation mixte d'arbustes clairsemés et de graminées ; Les espèces dominantes sont le néré, le karité, l'*acacia albida* ; (iii) au Nord, on rencontre la savane herbeuse desne de graminées annuelles et de graminées pérennes.

La région compte 2 440 ha de forêts classées et de réserve de faune : forêts classées de Sitenga (840 ha), de Ouilingoré (6 654 ha), de Yakala (1 600 ha). Ces forêts représentent 0,23% de l'ensemble des forêts du pays. Le potentiel ligneux de la région est estimé à 21 600 000 m³.

Ressources halieutiques

Les plans d'eau du Centre-Est procurent d'importantes possibilités de production halieutique. Le Lac de Bagré (25 000 ha en période de crue) dispose d'une productivité de 12 000 t/an, alors que l'exploitation réelle atteint 8 000 t/an. Il est de ce fait le principal fournisseur du marché de Ouagadougou en poisson frais. La valorisation du potentiel halieutique est malheureusement limitée par l'absence d'une tradition de pêche sur les rives du lac, la mainmise de professionnels du Plateau Central sur l'activité et l'organisation encore faible des producteurs.

Etat de dégradation du couvert végétal

Selon une étude thématique sur le milieu physique, l'état de dégradation des ressources naturelles (sols et végétation) est déjà avancé dans la région du Centre-Est. La principale cause est la relative surpopulation de la région, l'utilisation anarchique des formations naturelles autour de Tenkodogo, les feux de brousse répétés, la surcharge du bétail en particulier dans les provinces du Boulgou et du Koulpelogo, l'utilisation de la mécanisation et la très forte extension des surfaces de culture en coton sans aucune mesure de protection et de restauration.

Faune

Dans la région du Centre-est on rencontre un peu partout la faune aviaire (oiseaux), le petit gibier et quelques porcs-épics. La région dispose également de crocodiles, d'hippotames dans la zone de Lengha, de Niaogho et de Boussouma (Bagré). Du côté de Zabré, on rencontre des éléphants le long du fleuve Nakambé.

1.2.6 – Ressources minières

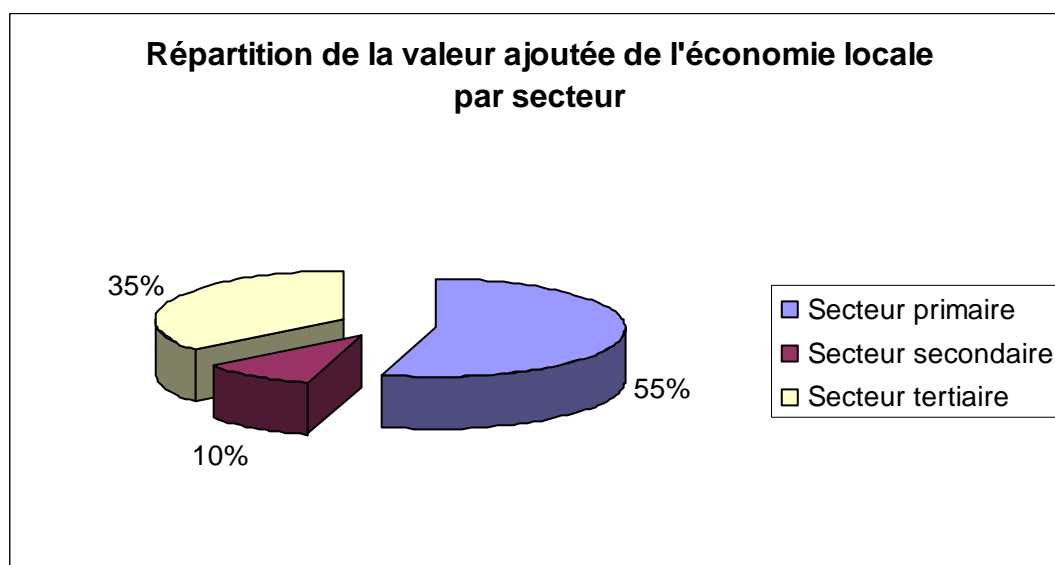
La situation minière de la région est peu connue. Toutefois, selon l'étude de caractérisation des treize (13) régions du Burkina Faso, la région du Centre-Est compterait 8 types de minerais répartis sur plusieurs sites contenant les minerais suivants : le cuivre, l'or, le manganèse, le plomb, le disthène, le talc, l'arsenic et le graphite. 85% de ces minerais se trouvent dans la province du Boulgou, 10% dans le Kourittenga et 5% dans le Koulpélogo. De nos jours, deux sites d'or ont été identifiés à Youga dans le Département de Zabré au Boulgou et à Dassoui dans le département de Dialgaye au Kourittenga. L'exploitation de celui de Dassoui est faite de façon artisanale.

CHAPITRE II : SITUATION SOCIOECONOMIQUE DE LA REGION

2.1 – SITUATION ECONOMIQUE

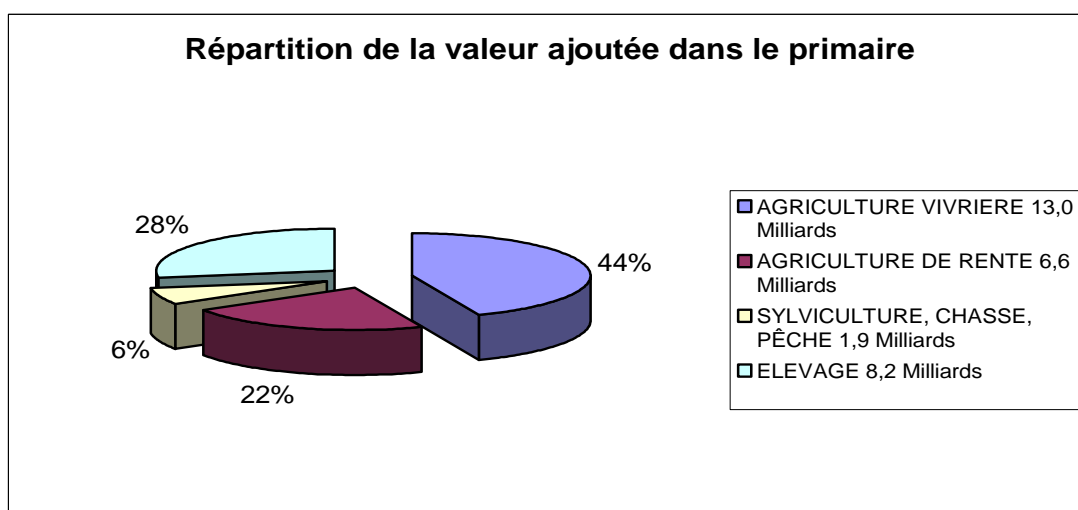
Dans la région du Centre-Est, l'agriculture est la première activité économique. Elle occupe 85% de la population et ensuite vient l'activité commerciale.

Les contributions sectorielles à la création du Produit Local Brut (PLB) – étude réalisée en 2003- révèlent que le primaire occupe effectivement une place importante dans l'économie locale (55%). Le secteur tertiaire vient en deuxième position avec 35% de la richesse. Le secondaire est encore peu développé avec seulement 5 milliards de FCFA et il est composé de petites unités de transformation telles que les unités de fabrication de dolo.



L'économie locale de Tenkodogo et de son hinterland dégagait en 2003, un produit local brut (PLB) de 54 milliards de FCFA. Ce PLB est en majeure partie réalisée dans l'hinterland à hauteur de 39 milliards contre 16 milliards pour la ville de Tenkodogo.

2.1.1 – Le Secteur primaire



2.1.1.1 – L'agriculture

Les activités agricoles de la région du Centre-Est se concentrent autour d'une gamme variée de cultures. On note l'existence d'une diversité de produits agricoles dominés par les cultures céréalières (Sorgho rouge et blanc, mil, maïs, riz) ensuite les légumineuses et les oléagineux (arachide, niébé, voandzou, sésame, soja) et enfin les cultures maraîchères (tomate, aubergine, chou, laitue, carottes, oignon). Généralement, la région est globalement déficitaire en céréales, notamment la province du Kourittenga.

Tableau 6 : Emplois dans le primaire

SECTEURS	Emplois			%	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Agriculture	162 664	196 192	358 856	45%	55%
Elevage	43 491	12 959	56 450	77%	23%
Sylviculture, Chasse, pêche	180	420	600	30%	70%

Source : DGPSA, Rapport complexe primaire

Les facteurs de production

Le réseau hydro agricole

La région est drainée par un réseau hydrographique dense. Cinq bassins versants se partagent la région ; il s'agit des bassins de la Nouaho, de la Sirba, du Nakambé, du Oualé et du Nazinon. Les cours d'eau de la Sirba coulent vers le Niger, tandis que les autres coulent vers le Sud. Sur ce réseau hydrographique, on compte 69 plans d'eau (retenues et plan d'eau naturels). La superficie totale couverte par ces plans d'eau est de 26 086 ha. La région du Centre-est abrite la plus grande infrastructure hydraulique du pays : le barrage de Bagré. La région dispose d'importantes potentialités permettant de développer la production par le biais des aménagements hydro-agricoles avec la maîtrise partielle de l'eau (dans les trois provinces) ou maîtrise totale de l'eau à Bagré au Boulgou. La région regorge d'un important potentiel de bas-fonds aménageables pour une amélioration de la production pluviale et de

contre-saison. Le potentiel des terres irrigables dans la région est d'environ 33 830 ha (MAHRH 2004). Le pôle majeur des aménagements hydro-agricoles dans la région demeure le barrage de Bagré. Les potentialités ne sont pas encore suffisamment valorisées.

Les exploitations

Tableau 7 : superficies emblavées campagne 2006-2007 (en ha)

Spécifications	Provinces			Total
	Boulgou	Koulikoro	Kourittenga	
	CEREALES			
Sorgho	26558	21626	33351	81535
Mil	45605	12874	14155	72634
Mais	12444	10014	1210	23668
Riz	8745	3697	793	13235
S/Total	93 352	48 211	49 509	191 072
	CULTURES DE RENTE			
Soja	1292	1605	-	2897
Arachide	21872	13195	11088	46155
Sésame	-	-	-	-
Coton	8338	8225	448	17011
S/total	31 502	23 025	11 536	66 063
	Autres CULTURES VIVRIERES			
Igname	-	-	-	-
Patate	-	6	-	6
Manioc	-	-	-	-
Pastèque	-	-	-	-
Vouandzou	562	144	183	889
Niébé	575	744	1345	2664
S/Total	1 137	894	1 528	3 559
Grand total	125 991	72 130	62 573	260 694

Source : annuaire statistique de la région du Centre-Est

Pour ce qui concerne les données disponibles, durant la campagne 2006-2007, 260 694 ha de terres ont été emblavés dans la région du Centre-Est. La répartition des superficies emblavées en 2006-2007 par province place le Boulgou en tête avec 48,33% ; elle est suivie par le Koulikoro avec 27,67 et enfin, le Kourittenga avec 24%. Les terres exploitées sont occupées à hauteur de 73,29% par les cultures céréalières, 25,34% par les cultures de rente et 1,37% par les autres cultures vivrières.

Les exploitants

Selon le tableau n°4 ci-dessus, la région du Centre-Est compte 358 856 actifs agricoles. Les femmes représentent 55% des effectifs, soit 196 192 contre 45% actifs hommes représentant 45%.

Situation de la production agricole

Tableau 8 : situation de la production agricole 2006-2007 (en tonnes)

Spéculations	Provinces			Total
	Boulgou	Koulpélogo	Kourittenga	
	CEREALES			
Sorgho	34695	31329	32913	98937
Mil	34615	18714	11834	65163
Maïs	24223	14257	855	39335
Riz	18816	4887	2170	25873
S/Total	112 349	69 187	47 772	229 308
	CULTURE DE RENTE			
Soja	2616	966	—	3582
Arachide	15079	16186	5307	36572
Sésame	—	0	22	22
Coton	3290	6285	237	9812
S/Total	20 985	23 437	5 566	49 988
	CULTURES VIVRIERES			
Igname	-	-	-	-
Patate	-	4	-	4
Manioc	-	-	-	-
Pastèque	-	-	-	-
Vouandzou	4431	157	6	4594
Niébé	10857	7844	9763	28464
S/Total	15 288	8 005	9 769	33 062

Source : annuaire statistique de la région du Centre-Est

En 2006-2007, la région a produit 229 308 tonnes de céréales. La part du Boulgou représente près de la moitié de la production totale, 112 349 t, soit 48,99% ; il est suivi du Koulpélogo, 30,17% et enfin du kourittenga, 20,83%. Concernant les cultures de rente pour la même année on a enregistré une production de 49 988 tonnes se répartissant comme suit : Koulpélogo, 46,89%, Boulgou, 41,98%, et Kourittenga, 11,13%. Les autres cultures vivrières ont enregistré une production de 33 062 tonnes ; la part de du Boulgou est évaluée à 46,24% ; celle du Kourittenga, 29,55% et 24,21% pour le Koulpélogo.

Au cours de la campagne 2004-2005, la région a fourni 8,72% de la production nationale de céréales. Généralement, la région est globalement déficitaire en céréales, et la province du Kourittenga plus que les autres. Les cultures de rente produites dans la région au cours de la même campagne représentaient 9,9% de la production nationale.

La filière cotonnière est confrontée à des difficultés et cela en raison des fluctuations des cours du marché international et de la concurrence déloyale de certains pays producteurs qui accordent des subventions à leurs producteurs.

Outre les spéculations céréalières et de rente, la région produit également d'autres produits vivriers notamment le niébé et le vouandzou pour lesquels la région détient 7,95% et 9,17% de la production nationale respectivement.

Quant aux cultures maraîchères, on y produit principalement des oignons, des choux, des tomates, de la laitue des aubergines, du piment. Dans la région, la province du Boulgou est la principale pourvoyeuse en termes de productions maraîchères (voir tableau ci-dessous).

Tableau 9 : production maraîchère 2002-2003 (en tonnes)

Spéculations	Boulgou Production	Koulpélogo Production	Kourittenga Production	REGION Production
Oignon	3600	72	267	3939
Chou	1008	28	185	1221
Tomate	925	17	111	680
Aubergine	327	17	338	680
Piment	140	00	16	158
Laitue	594	00	00	594
Total	6 594	134	917	7272

Source : DGPSA

Les rendements**Tableau 10 : Rendement par spéculation et par province de la région du Centre-Est en 2006-2007 (kg/ha)**

Spéculations	Provinces		
	Boulgou	Koulpélogo	Kourittenga
	CEREALES		
Sorgho	1724	1823,5	1259,5
Mil	681	1075	688
Maïs	2036	1748	621
Riz	1103	1218	1015
	CULTURE DE RENTE		
Soja	668	429	-
Arachide	749	2001	432
Sésame	-	-	-
Coton	439	621	-
	Autres CULTURES VIVRIERES		
Igname	-	-	-
Patate	-	667	-
Manioc	-	-	-
Pastèque	-	-	-
Voandzou	1198	1329	34
Niébé	1053	312	492

Source : annuaire statistique de du Centre-est

L'analyse inter-régionale révèle que la province du Koulpélogo est en tête pour les rendements au titre du sorgho, du mil, du riz concernant les céréales, l'arachide et le coton pour les cultures de rente et le voandzou en ce qui concerne les autres cultures vivrières. Le Boulgou présente les meilleurs rendements pour les cultures suivantes : le maïs, le soja. Quant au Kourittenga, il n'excelle dans aucune des spéculations en matière de rendement.

Systemes de productions agricoles

Les systèmes de productions agricoles sont caractérisés par leur faible productivité. L'agriculture dans la région est avant tout, une agriculture de subsistance basée sur les céréales qui occupent très souvent à elles plus de 88% des superficies emblavées annuellement et constituent l'alimentation de base de la majorité de la population. Le mode traditionnel de production est encore dominant. Il est caractérisé par la monoculture, le manque d'apport en nutriments, la faible pratique de la jachère, la pratique des feux de brousse. Les producteurs sont faiblement équipés et la principale raison invoquée est le

manque de financement. C'est une culture extensive dominée par de petites exploitations familiales de 3 à 6 ha et qui fait face à d'importantes contraintes qui limitent ses performances.

2.1.1.2 – L'élevage

Les études socioéconomiques ont montré que l'élevage est un secteur important de l'économie de la région du Centre-est. Le secteur occupe à temps plein environ 5% de la population. Le tableau n°4 ci-dessus montre que l'élevage emploie 56 450 personnes dont 43 491 hommes (77%) et 12 959 femmes (23%). La part de l'élevage dans le PLB de la région est de 28% soit environ 8,2 milliards de FCFA.

Dans notre pays, on constate deux grands systèmes d'élevage : le système traditionnel et le système d'élevage amélioré. Dans le Centre-Est, le mode d'élevage traditionnel est dominant, mais l'embouche commence à prendre de l'ampleur et annonce des transformations à terme dans le système de production. La région est une importante zone de transit du bétail en direction des pays voisins.

Le Cheptel de la région du Centre-Est

Tableau 11 : effectifs du cheptel par province dans le Centre-Est en 2006

Entités	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Asins	Equins	Pintades	Poules
Boulgou	84 678	182 616	259 199	99 914	31 379	592	240 189	956 907
kouplélogo	166 018	174 076	220 337	31 993	15 380	1 139	115 084	400 906
Kourittenga	113 542	220 628	367 862	54 103	34 411	481	56 286	847 088
Région	364 238	577 320	847 398	185 397	81 170	2 212	411 559	2 204 901
% cheptel national	4,69	7,88	7,73	9,26	8,36	5,96	6,16	8,28
National	7 759 005	7 324 091	10 966 197	2 002 276	970 452	37 106	6 685 043	26 644 449

Source : statistiques du secteur de l'élevage, 2006

Le Centre-Est fait partie des régions les plus nanties du pays en termes d'effectifs du Cheptel. Les différentes espèces rencontrées présentent des effectifs relativement importants. En effet, les statistiques du secteur en 2006 révèlent la part de la région dans les effectifs nationaux ainsi qu'il suit : bovins 4,69% ; ovins 7,88% ; caprins 7,73% ; porcins 9,26% ; asins 8,36% ; équins 5,96% ; pintades 6,16% ; poules 8,28%. Considérant que la moyenne des 13 régions est de 7,69%, la région du Centre-Est est au dessus de la moyenne inter-régionale pour les ovins, les caprins, les porcins, les asins, et les poules (voir tableau N°9 ci-dessus). Cela démontre que le Centre-Est présente des grandes potentialités en matière d'élevage.

Systèmes d'élevage du Centre-Est

La principale caractéristique de l'élevage dans la région est son extensivité ; Le niveau d'investissement par les éleveurs dans les productions animales reste très faible si bien que la productivité animale demeure faible. L'élevage est basé sur l'exploitation des ressources naturelles (parcours naturels, ressources en eau, cures salées). On distingue dans la région principalement trois systèmes d'élevage à savoir l'élevage pastoral transhumant (pratiqué par les pasteurs peulhs, la région de par sa position géographique est aussi une zone de transit), l'élevage agro-pastoral sédentaire (pratiqué par des agriculteurs sédentaires et des pasteurs peulhs sédentarisés) et l'élevage semi-intensif (caractérisé par une optimisation de la productivité ; les pratiquants sont plutôt préoccupés par la génération des revenus).

Tableau 12 : proportions d'éleveurs par système d'élevage par espèce dans le Centre-est

Types d'élevage	Bovins	ovins	Caprins
Transhumance	5%	1,5%	0,3%
Sédentaire extensif	76,6%	95,5%	96,6%
Semi-intensif	15,4%	3%	2,9%
Intensif			0,2%
Total	100%	100%	100%

Source : ENEC II

L'alimentation du bétail

L'alimentation du bétail est basée essentiellement sur une exploitation du fourrage naturel. On note aussi une utilisation de ressources complémentaires comme les résidus de récolte, les sous produits agro-industriels et le fourrage cultivé. Le tableau ci-dessous illustre l'importance des différentes sources d'alimentation du bétail dans la région.

Tableau 13 : proportions des éleveurs par espèces et par source d'alimentation dans le Centre-Est

Source	Bovins	Ovins	caprins
Pâturage naturel	68%	87,9%	88,5%
SPAI	1,8%	1%	0,7%
Résidus de récolte	27,3%	10,8%	10,2%
Fourrage cultivé	0,5%	0,2%	0,5%
Foin	2,4%	0,2%	0,1%
TOTAL	100%	100%	100%

Source : ENEC II

On constate que le pâturage naturel est la première source d'alimentation pour les différentes espèces. Les taux des différentes sources alimentaires varient aussi selon les espèces animales. Les résidus de récolte sont les plus utilisés après le pâturage naturel en raison de la prédominance du système agro-pastoral sédentaire qui joue sur la complémentarité agriculture-élevage. Compte tenu de leur grande importance dans l'alimentation des animaux d'élevage, l'accès et la gestion des pâturages naturels constitueront une des problématiques essentielles du développement de l'élevage dans la région.

2.1.1.3 – L'exploitation des ressources forestières (bois, cueillette, faune et pêche)

La part des produits forestiers (sylviculture, chasse, pêche) dans le PLB est estimée à 1,9 milliard de FCFA, soit 6% du PLB.

La région du Centre-Est dispose de deux forêts classées : ouilingoré (2 461 ha) dans le département de Zabré et Sitenga (97 ha) dans le Kourittenga. Outre ces deux forêts classées, la région dispose de forêts protégées : les forêts protégées de Bargansé, de Bourma, de koukoadouré, de Niarba, de Samsagbo, de Wangala, de Yougou, de Zerbogo, de Sablogo et de Zoaga.

En 2004, les superficies forestières (2 440 ha) de la région représentait 0,23% de l'ensemble des forêts du pays

Bois et charbon de bois

Les populations organisées en Groupement de gestion Forestière (GGF) exploitent le bois de feu, le bois d'œuvre pour la vente. Les autres acteurs du secteur sont les grossistes transporteurs et les détaillants. Le bois énergie constitue un enjeu économique majeur car plusieurs acteurs existent autour de cette activité ; on peut dénombrer actuellement 47 GGF. En 2007, 47 513 permis de circulation ont été délivrés par les services forestiers. Les statistiques sur l'exploitation du bois montrent que pour le bois énergie 32 531 stères ont été exploitées et pour le charbon de bois, 19 139 quintaux ont été exploités en 2007 (voir tableau ci-dessus).

Tableau 14 : Quantité de bois et de charbon de bois produit par province de la région du Centre Est en 2007

	Provinces			Total Région
	Boulgou	Koulikoro	Kourittenga	
Charbon de bois en quintal	573	18563	3	19139
Bois de feu en stère	14283	8249	9999	32531

Source : annuaire statistique Centre-Est

Les produits forestiers non ligneux (PFNL)

Les PFNL connaissent aussi une exploitation significative dans la région ; des espèces comme *parkia biglobosa* (nééré), *vitellaria paradoxa* (karité), *borassus aethiopum* (rônier), *jatropha curcas* (pourghère), sont aujourd'hui des filières porteuses de la région. Le projet ARSA/PNUD apporte son appui pour la promotion des PFNL. Enfin, les espèces d'intérêt médicinaux sont aussi exploitées.

La faune

Dans la région du Centre-Est on rencontre un peu partout la faune (aviaire (oiseaux), le petit gibier et quelques porcs-épics). La région dispose également de crocodiles, d'hippopotames dans la zone de lenga, de Niangho et de boussouma (Bagré). Du côté de Zabré, on rencontre des éléphants le long du fleuve Nakambé.

Les ressources halieutiques

Production

La région a de grandes potentialités en matière de production piscicole. En effet, au niveau du sous bassin Nakambé. Bagré qui est situé dans la région a la meilleure productivité piscicole avec 2 500 tonnes/an.

Espèces rencontrées

La population de poissons recensée à hauteur du lac de Bagré, comprend 45 espèces piscicoles appartenant à 36 genres et 17 familles (TRAORE, 1994 ; DGRH, 2004). Les principales espèces rencontrées sont les suivantes : *Tilapia*, *Clarias*, *Synodontis*, *Heterotis*, *Gymnarchus*, *Mormyrus*, *Polypterus*. Dans les petites retenues ce sont les *Clarias* (silures) qui dominent alors que dans les ouvrages plus importants, ce sont les *Tilapia* (carpes) qui constituent les espèces dominantes.

Captures et acteurs

Tableau 15 : évolution des captures débarquées et enregistrées (contrôlées) à Bagré (en tonnes) de 1994 à 2006

Années	captures
1994	746
1995	1 100
1996	1 156
1997	819
1998	720
1999	1 172
2000	1 185
2001	789
2002	1 030
2003	983
2004	1 020
2005	860
2006	656

Source : DGRH, 2004 et rapports UTP Bagré de 2002 à 2006

Les acteurs sont les pêcheurs, l'Unité Technique du Périmètre Agricole d'Intérêt Economique (PAIE) et les autres services techniques, les femmes, les transformatrices et les consommateurs. On dénombre environ 600 pêcheurs autour du lac de Bagré constitués essentiellement de nationaux et étrangers (Nigériens, Nigériens, Maliens etc.). Ces différents acteurs ont été appuyés par le Projet de Cogestion des pêcheries de Bagré et de la Kompienga. En prenant le cas de Bagré où les données sont régulièrement collectées depuis 1994, la production moyenne (1994-2001) est de 960 tonnes de poisson, équivalent frais, ce qui rapporterait aux 600 agri-pêcheurs, une somme de 432 millions de FCFA, soit un revenu annuel de 711 697 FCFA par pêcheur.

2.1.2 – Le Secteur secondaire

Le secondaire est encore peu développé avec seulement 5 milliards de FCFA, soit 10% du PLB de la zone de Tenkodogo et son hinterland et il est composé de petites unités de transformation.

L'industrie et l'artisanat

Le secteur industriel est très faible dans la région. Les petites unités de transformation comptent cinq boulangeries modernes dont trois au Boulgou et deux au Kourittenga. Il existe également quatre mini-laiteries à Bittou, Gango, Ouargaye et Pouytenga.

Tableau 16 : Evaluation de la production laitière de la région du Centre-Est en 2007

Provinces	Nombre d'éleveurs livreurs	Quantité de lait traité (hectolitre)			lait commercialisé (hectolitre)
		Lait pasteurisé	Lait caillé	Yaou rt	
Boulgou	30	29	0	0	
Koulpélog o	0	0	0	0	
Kouritteng a	45	112	120	0	
Total Région	75	141	120	0	

Source : Rapport statistique mensuel des directions provinciales des ressources animales

L'artisanat est peu développé et est dominé par le tissage, la poterie, la confection du matériel agricole, de voiturettes pour les handicapés. Les artisans sont organisés et appuyés par des partenaires tels que le PERCOMM et l'OCADES. La région compte des centres artisanaux dans les chefs-lieux de province et dans quelques chefs-lieux de départements qui occupent surtout les handicapés, mais aussi des jeunes filles. Il existe à Tenkodogo et Garango, un Centre Artisanal Féminin (mission catholique qui forme au tissage, à la couture, au secourisme....

Le Centre National de perfectionnement des artisans (CNPAP) assure la formation en maçonnerie, en mécanique, en forge et en menuiserie. Le Centre de Réhabilitation à base communautaire des aveugles et autres handicapés (RBCAH) assure la formation en mécanique et en couture. Il existe aussi l'association provinciale des artisans et le groupement des artisans du Boulgou. Les principaux produits artisanaux sont : outillage agricole, nattes, paniers, objets en cuirs et peaux. Dans la région on pratique également la poterie, la soudure et la menuiserie.

Les mines

La région dispose de quelques atouts en termes de potentiels miniers. Elle compte 8 types de minerais répartis sur 12 sites. On distingue:

- le cuivre ;
- l'or ;
- le manganèse ;
- le plomb ;
- le disthène ;
- le talc ;
- l'arsenic ;
- et le graphite.

Dans la répartition spatiale de ces richesses, 85% de ces minerais se trouvent dans la province du Boulgou, 10% dans le Kouritenga et 5% dans le Koulpélogo. Concernant leur exploitation, le site d'or de Dassoui dans le département de Dialgaye est exploité de façon artisanale de même que celui de Youga dans le département de Zabré au Boulgou qui connaît une exploitation industrielle.

2.1.3 - Le Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire se place en deuxième position dans le PLB de Tenkodogo et son hinterland avec 35%, soit environ 18,9 milliards de FCFA.

Le commerce

L'activité commerciale est très développée dans le Centre-Est. Le commerce se positionne comme la 3^{ème} activité économique de la région. Il est favorisé par la situation géographique frontalière de la région et à l'esprit d'affaires des populations à l'image de celles des pays tels que le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigeria. La région abrite le marché de Pouytenga qui a un rayonnement international. L'importance économique de ce marché et les substantielles recettes que l'activité économique procure à la commune a élevé l'agglomération de Pouytenga au rang des communes urbaines, bien qu'elle n'ait pas le statut de chef-lieu de

province. Le commerce de bétail est très développé avec les marchés à bétail de Pouytenga, de Bittou et de Tenkodogo de Ouargaye. Les principaux atouts du commerce dans la région sont sa position géographique frontalière avec le Togo et le Ghana. Au titre des contraintes, on note le fait qu'une ville commerciale comme Pouytenga ne puisse pas disposer d'un marché moderne (en termes d'équipement) digne du niveau de son activité commerciale. La fraude et l'incivisme fiscal seraient aussi présents dans la région. Les marchés importants de la région sont : Pouytenga, Zambéné, Koupèla, Tenkodogo, Garango et Bittou. Les autres structures restent des secteurs facilitant les échanges. Il s'agit des institutions financières telles que les banques et les caisses populaires. Au vue du nombre, la région est moyennement desservie quoique de façon irrégulière.

Les principales activités commerciales concernent le bétail, les produits agricoles, les produits manufacturés et les produits de l'artisanat. Un recensement des Unités Industrielles et Commerciales (RIC) des six (06) grandes villes de la région a été réalisé. Cette opération a permis de dénombrer 364 unités. La province du Boulgou qui regroupe les villes de Bittou, Garango et Tenkodogo, totalise à elle seule 50% de ces unités.

Le tourisme et l'hôtellerie

La région du Centre-Est dispose de quelques sites touristiques potentiels qui ne demandent qu'à être valorisés. On peut citer : la tombe de Naba ZOUNGRANA à Komtoèga, la colline Boulgou à Garango ; la rivière Kulbalé, la colline de Gourgou au Boulgou, et les trois pierres (lieu de séparation entre les mossi et les Gourmatché) au Koulpélogo.

Les cérémonies coutumières d'importance touristique pouvant drainer des foules sont les Nabasga de Tenkodogo, de Koupèla, de Ouargaye, de Sengha et de Toudtrnga.

L'hôtellerie, à l'opposé du tourisme, connaît un développement réel avec la réalisation de nouvelles infrastructures hôtelières en particulier dans la province du Boulgou. Le coût moyen des chambres dans les hôtels oscille entre 2 070 F et 5 000 FCFA pour les chambres ventilées et 7 500 F à 15 000 FCFA pour les chambres climatisées.

Tableau 17 : Liste des principaux hôtels en 2003

Nom de l'Hôtel/ Auberge	Nombre de chambres	Nombre de Lis	Lieu
Hôtels Djamou Siège	35	35	Tenkodogo
Djamou Annexe 1	10	10	Tenkodogo
Djamou Annexe 2	15	15	Tenkodogo
Hôtel Laafi	27	31	Tenkodogo
Hôtel Pouya	19	19	Pouytenga
Auberge Rialé	14	22	Tenkodogo
Campement Hôtel	5	5	Koupéla
Hôtel de l'Unité	15	15	Bittou
Hôtel Frontalia	18	18	Bittou
Caplypso	13	13	Koupéla

Source : DRED-CE

La position frontalière avec deux pays voisins est un atout pour le secteur hôtelier étant donné que les échanges commerciaux engendrent d'importants flux de personnes.

Les transports

L'activité de transport est bien développée dans la région compte tenu du dynamisme de l'activité commerciale. La région abrite un important parc de véhicules de transport de passagers, de marchandises ou de bétail, en particulier autour des centres de Pouytenga et de Tenkodogo. Le trafic est facilité par l'état général relativement satisfaisant du réseau des routes nationales. En effet, le bitumage des tronçons Tenkodogo-Garango et Sapaga-Pouytenga a contribué à l'amélioration du secteur des transports dans cette région.

En 2002, les routes bitumées représentaient 8,97% au niveau national, tandis que les routes en terre et les pistes rurales étaient respectivement à 6,1% et 5,3% des niveaux nationaux. Le tableau ci-dessous donne la situation du réseau routier en 2002.

En 2007, sept (07) compagnies de transport étaient représentées. Le parc des véhicules de transport était évalué à 295 dont 80 véhicules poids lourd et 215 véhicules poids léger.

L'énergie

En 2003, la province de Koulpélogo ne bénéficie pas des services de la SONABEL. En dehors de la ville de Bittou qui est alimentée par une centrale thermique, les autres villes de la région sont alimentées par la centrale hydroélectrique de Bagré. La production d'électricité est liée donc à cette centrale.

Tableau 18 : Couverture en électricité

Entités	Source d'énergie		Nbre d'abonnés	Production d'électricité En 2003	Consommation d'électricité en 2003 (MWH)
	Hydro-électrique	Solaire			
Boulgou	X	X	3 407	-	4 156
Koulpélogo		x		-	
Kourittenga	x		3 198	-	4 112
Région			6 605	-	8 268

Source :: DRED-CE

La poste et les télécommunications

La région compte cinq (05) bureaux de poste (Tenkodogo, Garango, Cinkansé, Koupéla et Pouytenga. En 2007, le parc de boîtes postales de la région était évalué à 796 dont 426 occupées et 370 disponibles.

En matière de télécommunications, le secteur de la téléphonie mobile est dominé par les opérateurs traditionnels : TELMOB, CELTEL et TELECEL. En 2003, le Centre-Est comptait 189 abonnés en téléphonie mobile. Dans la répartition spatiale, le Koulpélogo reste sous-équipé avec 2,1% de téléphones de la région. Le Kouritenga vient en tête, suivi du Bougou avec respectivement 95 et 90 abonnés.

Concernant le téléphone fixe, sur les trente (30) départements que compte la région, 16 chefs-lieux sont couverts par le réseau de l'ONATEL en 2007.

Le secteur financier

Systeme financier régional

On note dans la zone, la présence de quelques banques classiques, institutions financières décentralisées d'épargne et de crédit et établissement financiers : BIB, BACB (ex CNCA), la BICIA-B les caisses populaires, les différents fonds d'investissements villageois mis en place

par les projets (PDRB, PNGT II, PFA, etc....), la SONAPOST, le Trésor Public, WESTERN UNION, la FONCIAS, la SONAR et la Générale des Assurances.

Transactions WESTERN UNION par province et par bureau de région

Tableau 19 : Transaction (FCFA°) WESTERN UNION par province et par bureau de la région du Centre-Est en 2007

Provinces	Bureaux	Zone UEMOA		Ecart	Zone hors UEMOA		Ecart
		Emissions	Paiements		Emissions	Paiements	
Boulgou	Tenkodogo	32434170	293847041	-261412871	45998871	839060100	-793061229
	Garango	14374980	396665363	-382290383	28271600	1433972747	-1405701147
Koulpelogo	Cinkanse	2433500	17850831	-15417331	1003000	11206404	-10203404
Kourittenga	Koupela	18041578	259683703	-241642125	12022206	108771240	-96749034
	Pouytenga	8475974	75454171	-66978197	22094500	17983597	4110903
TOTAL REGION		75760202	1043501109	-967740907	109390177	2410994088	-2301603911

Source : Direction régionale de la SONAPOST Fada N'Gourma

L'analyse du tableau ci-dessus concernant la région, révèle que les transactions traduites par les paiements et les émissions (paiement de fonds et envoi de fonds effectués à travers WESTERN UNION) dans la zone UEMOA enregistrent un solde négatif de 967 740 907 FCFA. En ce qui concerne la zone hors UEMOA, le solde est également négatif et s'élève à 2 301 603 911. Le solde global se monte à 3 269 344 818 FCFA. La région est déficitaire donc en termes de flux effectués au niveau de WESTERN UNION.

Situation des opérations de la Caisse Nationale d'Epargne (CNE)

Tableau 20 : Situation des dépôts et des retraits (épargne et compte courant) en 2007

Désignation	CNE	CCP
Versements	1 361 790 921	1 274 325 033
Remboursements	966 945 495	89 725 280
Ecart	394 845 426	1 184 599 573

Source : annuaire statistique Centre-Est

Les opérations de versements et de remboursements au titre de la CNE et du CCP en 2007 dégagent des écarts respectifs de 394 845 426 FCFA et 1 184 599 573 FCFA pour le financement des investissements de l'économie régionale.

Tableau 21 : Situation des transferts de fonds (mandats) en 2007

Désignation	Montants mandats en FCFA
Emissions	178 194 270
Paiements	329 670 455
Ecarts	- 151 476 185

Source : annuaire statistique Centre-Est

Le montant total des mandats émis dans la région en 2007 s'élevaient à 178 194 270 FCFA contre un montant de mandats payés évalués à 329 670 455 FCFA dégagant un écart négatif global de 151 476 185 FCFA.

Situation des budgets des collectivités territoriales de la région en 2007

Tableau 22 : Situation des budgets des collectivités territoriales de la région en 2007

Opérations	Montants (en FCFA°)
Recouvrements	965 453 900
Dépenses	984 569 282
Ecart	- 19 115 382

Source : annuaire statistique Centre-Est

Le montant total des recouvrements des collectivités territoriales de la région en 2007 s'élève à 965 453 900 FCFA contre un montant total de dépenses évalué à 984 569 282 FCFA, dégagant un solde négatif de 19 115 382 FCFA. Le montant des investissements (acquisition de meubles et immeubles et acquisition d'immobiliers en cours) est estimé à 351 851 796 FCFA, représentant 35,74% du montant global des dépenses.

2.2 – SITUATION SOCIALE

2.2.1 – Education

2.2.1.1 – Enseignement de base

La région du Centre-Est compte 23 circonscriptions d'enseignement de base.

Tableau 23 : Situation des infrastructures et effectifs au primaire de la région des Cascades (année scolaire 2007-2008)

Entités	Nbre d'écoles	Nbre de salles de classes	Nbre de maîtres chargés	Nbre d'élèves	Ratio élèves/maître
Centre-Est	619	2 353	2 351	137 902 dont 62 294 filles	59
Pays	8 778	31 809	31 250	1 742 439 dont 794 594 filles	55
Proportion par rapport au pays	7,27%	7,39%	7,52%	7,91% Part filles région : 45,17% Part filles pays : 45,60%	

Source : annuaire statistique DEP MEBA

L'analyse du tableau ci-dessus révèle que sur 8 778 écoles que compte le pays en 2007-2008, la part de la région s'établit à 619 soit 7,27%. En ce qui concerne le nombre de salles de classes, la région totalise 2 353 sur un total national de 31 809, ce qui représente 7,39%. Concernant le nombre de maîtres chargés de cours, la région affiche un chiffre de 2 351 sur un total national de 31 250, soit 7,52%. Quant aux effectifs des élèves, l'ensemble du pays totalise 1 742 439 élèves contre 137 902 pour le Centre-Est, soit une proportion de 7,91% ; la part des filles par rapport à l'effectif régional s'établit à 45,17 contre une proportion nationale évaluée à 45,60%. Le ratio élèves/maître est de 55 au niveau national contre 59 pour la région.

En partant sur le principe que la moyenne inter-régionale est 7,69% (100 divisés par 13 régions), les indicateurs du Centre-Est ci-dessus analysés sont en dessous de la moyenne nationale sauf pour le total des effectifs pour lequel sa part s'établit à 7,91%.

Tableau 24 : Situation des TBS en 2007-2008

Entités	Total	Garçons	Filles
Région	69,8%	73,7%	65,7%
Pays	72,5%	76,8	67,9%
Écart (région-pays)	-2,7	-3,1	-2,2

Source : annuaire statistique DEP MEBA

En termes de taux brut de scolarisation (TBS), en 2007-2008 la région affiche des résultats en dessous de la moyenne nationale tant au niveau global qu'aux niveaux des filles et des garçons. Les écarts sont de -2,7 pour le TBS global, -3,1 pour le TBS des garçons et -2,2 pour le TBS des filles. L'écart entre les TBS des filles et des garçons demeure très élevé dans la région (-8) quand bien même il est en dessous de l'écart au niveau national (-8,9).

2.2.1.2 – Enseignement secondaire

La région du Centre-Est comptait en 2007, 44 établissements (1^{er} cycle, second cycle, enseignement général, technique et professionnel confondus) dont 32 publics et 12 privés. Le nombre de classes à cette période se chiffrait à 302 dont 230 au titre du public et 72 pour le privé. Comparés à l'ensemble du pays, les établissements de la région représentaient seulement 5,77%.

Tableau 25 : évolution des effectifs du secondaire de 2003/2004 à 2006/2007

Entités	2003/2004	2006/2007	Variation 2003/2004- 2006/2007
Région effectifs	14 150	20 848	47,33%
% filles	37,5	40,36	+ 2,86
Pays effectifs	266 057	352 376	32,44%
% filles	40,3%	41,6	+ 1,3

Source : annuaire statistique de l'enseignement secondaire 2006-2007

En 2003/2004, la région du Centre-Est comptait un effectif de 14 150 élèves au secondaire avec 37,5% de filles contre un effectif de 266 057 élèves avec une proportion de 40,3% de filles pour l'ensemble du pays. La part de l'effectif total de la région par rapport à l'ensemble du pays s'établissait à environ 5,32%. En 2006/2007, l'effectif total de la région a évolué atteignant 20 848, soit une progression de 47,33%. L'évolution de l'effectif du pays durant cette période a été de 32,44% (en dessous de la région). La part de l'effectif de la région par rapport à l'ensemble du pays en 2006/2007 était de 5,92% environ quant à la proportion de l'effectif des filles, elle a progressé de + 2,86 points entre 2003/2004 et 2006/2007 au niveau régional contre seulement + 1,3 point au niveau national.

Tableau 26 : situation du taux brut de scolarisation de l'enseignement secondaire dans la région en 2006/2007

Entités	TBS global	TBS garçons	TBS filles	Ecart TBS filles-garçons
Région	13,90%	16,52%	11,26%	- 5,26
Pays	17,66%	20,75%	14,60%	- 6,15
Ecart région-pays	- 3,76	- 4,23	- 3,34	

Source : annuaire statistique de l'enseignement secondaire 2006-2007

Le TBS global de la région en 2006/2007 était de 13,90% contre une moyenne nationale de 17,66%, dégageant un écart de - 3,76 points. Concernant le TBS des garçons l'écart est plus prononcé, - 4,32 points (16,52% pour la région et 20,75% pour le pays). Quant aux TBS des filles, l'écart entre la région et le pays s'est établi à - 3,34 points (11,26% pour la région contre 14,60% pour le pays). L'écart entre les TBS des garçons et filles était de - 5,26 points au niveau régional contre - 6,15 points au niveau national.

2.2.2 – Santé

En 2007, la région du Centre-Est comptait 131 formations sanitaires se décomposant comme suit : 1 CHR basé à Tenkodogo, 4 Centres de dépistage volontaire (CDV), 3 CMA (Koupéla, Ouargaye et Zabré), 3 CM (Koupéla, 2 à Tenkodogo) 117 CSPS, 2 FS de l'OST, 1 dispensaire de prison (voir tableau ci-dessous)

Tableau 27 : Répartition des Infrastructures sanitaires par district de la région du Centre-Est en 2006

Entités	CHR	CMA	CM	CSPS	Disp.iso	Mat ;iso	FS confes	FS priv	officine	Dép priv
Koupéla	0	1	1	25	0	2	3	8	1	22
Ouargaye	0	1	0	25	0	0	1	1	0	11
Tenko	1	0	2	38	2	0	0	1	3	24
Zabré	0	1	0	14	0	0	0	0	0	4
Région	1	3	3	102	2	2	4	10	4	61
Pays	12	42	26	1211	173	18	76	268	174	455

Source : annuaire statistique santé 2006

En 2006, la région comptabilisait 102 CSPS contre 1 211 pour l'ensemble du pays, soit une proportion de 8,42%. Concernant les CM/CMA, la région totalisait 6 sur un ensemble de 68 pour le pays, soit une proportion de 8,82%. Ces proportions sont au dessus de la moyenne inter-régionale estimée à 7,69%.

Tableau 28 : rayon moyen d'action théorique (RMAT)des CSPS (y compris dispensaires et maternités) en 2006

Entités	Districts sanitaires	CSPS	RMAT (en km)
Kourittenga	Koupéla	27	5,73
Kouplélogo	Ouargaye	25	8,49
Boulogou	Tenkodogo	40	6,45
Boulogou	Zabré	14	6,22
Région		106	6,80
Pays		1 402	7,83

Source : annuaire statistique santé 2006

En 2006, le RMAT régional s'est établie à 6,80 km contre 7,83 km au niveau national ; L'analyse intra-régionale révèle des disparités entre les districts sanitaires du Centre-Est : alors que le RMAT de Koupéla, zabré, Tenkodogo, est en dessous de la moyenne régionale (6,80), celui de Ouargaye s'est établi à 8,49 km.

Tableau 29 : situation des CSPS remplissant les normes minimales en personnel en 2006

Entités	CSPS	CSPS avec normes en personnel	% CSPS avec normes en personnel
Centre-Est	102	73	71,6
Pays	1 211	913	75,4

Source : annuaire statistique santé 2006

Un CSPS remplit les normes minimales en personnel s'il compte au moins 1 infirmier, 1 accoucheuse auxiliaire ou matrone et 1 agent itinérant de santé ou 1 manœuvre. En 2006, sur 102 CSPS que comptait la région, 73 remplissaient les normes minimales en personnel, soit 71,6%. Le pourcentage des CSPS remplissant ces normes au niveau national était de 75,4%, soit un écart défavorable à la région de - 3,8 points.

En 2006, la région comptait 10 médecins, 29 attachés de santé, 115 IDE, 106 IB, 23 SFE-ME, contre respectivement 166 médecins, 339 attachés de santé, 1500 IDE, 1319 IB, 389 SFE-ME pour l'ensemble du pays. La part de la région par rapport aux effectifs nationaux se présente comme suit : Médecins 6,02% ; attachés de santé 8,55% ; IDE 7,66% ; IB 8,03% ; sages femmes-maieüticiens d'Etat 5,91%. Sur la base de la moyenne inter-régionale (7,69%), on déduit qu'en dehors des attachés de santé, des IB et dans une moindre mesure les IDE, la situation des effectifs de la région est préoccupante.

2.2.3 – Eau potable

D'après l'inventaire national (2005) des ouvrages hydrauliques, l'accès à l'eau potable dans la région du Centre-Est est relativement appréciable ; selon le cas, 54 à 100% des ménages de la région ont accès à l'eau potable dans les différents départements. D'un département à l'autre, l'accès à l'eau potable demeure contrasté ; Le taux d'accès à l'eau potable en 2005 pour l'ensemble de la région était estimé à 67,7% (MAHRH-DGRE 2006).

Le milieu de résidence est un facteur discriminant de grande importance pour l'accès à une source d'eau de boisson dans la région. Le non accès à l'eau est un phénomène surtout rural.

D'après le rapport d'activités de la DRHRH-CE, de nouvelles demandes en points d'eau exprimées par les populations au titre de l'année 2007 et qui s'élèvent à environ 287 nouveaux forages n'ont pu être satisfaites.

Tableau 30 : répartition des points d'eau inventoriés par type dans la région en 2005

PEM	Forages avec pompes	Forages récents non équipés	Forages abandonnés	Puits modernes permanents	Puits modernes temporaires	Puits modern. abando	Forages piézo
5 364	2 762	55	21	632	1534	350	10

Source : inventaire national 2005 des ouvrages hydrauliques

Le tableau ci-dessus révèle qu'en 2005, la région disposait de 5 364 points d'eau modernes (PEM) se répartissant ainsi qu'il suit : 2 762 forages équipés de pompes ; 55 forages récents non équipés ; 21 forages abandonnés, 632 puits modernes permanents ; 1 534 puits modernes temporaires ; 350 puits modernes abandonnés ; et 10 forages pézo.

Tableau 31 : répartition de la population suivant la desserte en eau 2005

Pop.2005	Total desservi	Dont par forages	dont par puits	Dont par borne fontaine	Dont par PEA	TX d'accès 2005	TX de croissance pop.
869 117	588 560	498 009	64 985	22 046	3 521	67,7%	2,30%

Source :PN-AEPA

En 2005, la population de la région du Centre-est était estimée à 869 117 habitants. La population desservie en eau potable était évaluée à 588 560 habitants représentant environ 67,72% de la population totale régionale. 498 009 habitants avaient accès aux forages, soit 84,61% de la population desservie, 64 985 habitants représentant 11,04% de cette population s'approvisionnaient à travers les puits, 3,75% à travers les bornes fontaines et 0,60% au niveau des postes d'eau autonomes (PEA) voir tableau ci-dessus.

Les populations de la région du Centre-Est disposaient en 2006, de 2 599 points d'eau pérennes modernes (DRAHRH-CE) et DRED-CE, 2006). Dans ce parc de points d'eau modernes pérennes, les forages fonctionnels représentaient 79%, soit 1 061 ouvrages et les puits busé 21%, soit un effectif de 538. Pour le nombre de points pérennes indiqués, la norme nationale d'un point d'eau pour 300 habitants n'est pas satisfaite.

Seule une frange très réduite de la composante urbaine de la population régionale bénéficie d'un accès au réseau d'AEP de l'ONEA. En 2006, on dénombrait 1 586 abonnés répartis dans 2 des 3 provinces de la région à savoir 699 abonnés pour le Boulgou et 887 pour le Kourittenga.

2.2.4 – Assainissement

D'une manière générale, l'accès de la région du Centre-est aux infrastructures d'assainissement d'eaux usées et d'excréta est assez dérisoire et préoccupant ; cette situation de déficit chronique en matière d'assainissement appelle des actions vigoureuses et urgentes.

Tableau 32 ; répartition (en %) des ménages selon le type de toilettes

Entité	Fosse septique	Latrines traditionnelle réhabilitées	VIP fosse	Latrines toilettes chasse manuelle	Latrines ordinaires	Ds la nature	autres	total
Région	1,3	3,2	0,2	0,1	18,7	76,5	0,0	100
National	3,7	5,6	1,2	0,9	31,5	56,6	0,4	100

Source : EA-QUIBB 2007

Le tableau ci-dessus, résultat d'une enquête menée par l'INSD en 2007 donne la répartition des ménages de la région selon le type de toilettes utilisées. A la lumière de ces informations, plus de ¾ des ménages de la région soit 76,5% font leurs besoins dans la nature contre une moyenne nationale de 56,6%. Les ménages disposant de latrines ordinaires sont estimés à 18,7% contre une moyenne nationale de 31,5%. En somme, les indicateurs au niveau régional sont largement en dessous des moyennes nationales.

Tableau 33 : répartition des ménages (en %) selon le mode d'évacuation des ordures ménagères

Entités	poubelle	Tas d'immondices publics	Tas d'immondices individuels	Fosse	bacs	Route/rue	Autres	Total
Région	3,3	17,2	52,5	12,4	0,5	13,6	0,5	100
Pays	9,1	14,2	43,7	20,0	1,5	10,6	0,9	100

Source : EA-QUIBB 2007

Le tableau ci-dessus indique que plus de la moitié des ménages de la région (52,5%) ont comme d'évacuation des ordures ménagères, le recours aux tas d'immondices individuels contre une moyenne nationale de 43,7%. Viennent ensuite ceux qui utilisent les tas d'immondices publics (17,2%), ceux qui déversent leurs ordures aux abords des voies (13,6%), ceux qui utilisent des fosses (12,4%). Une fois de plus, les indicateurs au niveau régional sont plus préoccupants que ceux enregistrés au niveau national.

CHAPITRE III – LA SITUATION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LA REGION DU CENTRE-EST

La situation de l'emploi dans la région du Centre-Est est marquée par un fort d'activités, une prédominance de l'emploi agricole caractérisé par un sous emploi saisonnier et une faible productivité.

3.1 – POPULATION ACTIVE OCCUPEE

Le taux brut d'activité qui exprime le pourcentage de la population active au sein de la population totale, donne une mesure du volume relatif de la population active ou une mesure du niveau de participation de la population aux activités économiques. Selon l'enquête annuelle /QUIBB réalisée en 2007, le taux brut d'activité de la région du Centre-Est est au dessus de la moyenne nationale, soit 81,8% contre 78,8% au niveau national (voir tableau ci-dessus).

Tableau 34 : principaux indicateurs du marché du travail(individus de 15 et plus)

Entités	Taux d'activités	Taux de chômage	Taux de sous emploi
Centre-Est	81,8%	1,2%	14,6%
Pays	78,8%	3,3%	19,4%

Source : EA-QUIBB 2007

A l'instar du reste du pays, le secteur primaire de la région du Centre-Est emploie le plus grand nombre d'actifs. Le tableau ci-dessous montre que le secteur emploie plus de 413 000 actifs dont 50,39% de femmes. L'agriculture vient largement en tête avec 35 856 actifs, représentant 86,28%, la proportion des femmes est de 55%. Elle est suivie par le sous secteur de l'élevage avec 56 450 travailleurs, soit 13,57% de l'ensemble des actifs du secteur primaire, dont 23% de femmes. La part du sous secteur sylviculture, chasse et pêche est dérisoire (voir tableau ci-dessous).

Tableau 35 : situation de l'emploi dans le secteur primaire

SECTEURS	Emplois			%	
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
Agriculture	162 664	196 192	358 856	45%	55%
Elevage	43 491	12 959	56 450	77%	23%
Sylviculture, Chasse, pêche	180	420	600	30%	70%
Total	206 335	209 571	415 906	49,61	50,39

Source : DGPSA, Rapport complexe primaire

3.2 – SITUATION DE L'EMPLOI ET DU MARCHE DE L'EMPLOI

Tableau 36 : répartition (en %) de la population par situation par rapport à l'emploi (âge 15 et plus)

Entité	Travaille employé		Total	Ne travaille pas		total
	s/employé			chômeur	inactif	
Région	68,9	11,9	80,8	1,0	18,2	19,2
Pays	60,9	15,3	76,2	2,6	21,2	23,8

Source : EA-QUIBB 2007

La répartition de la population par situation par rapport à l'emploi établit qu'en 2007, près de 69% des personnes âgées de 15 et plus, sont occupées à plein temps dans la région, contre une moyenne nationale de d'environ 61%, soit un écart positif de 8 points en faveur du Centre-Est par rapport au niveau national.

Tableau 37 : répartition (en %) de la population qui travaille par statut de l'emploi

Entités	Indépend.	parapubl	Salarié du privé	employeur	Aide familial	Apprenti/stag	bénévoles
Région	44,8	2,6	1,4	0,0	48,3	2,6	0,4
Pays	52,3	3,9	3,3	0,2	37,7	2,3	0,3

Source : EA-QUIBB 2007

En considérant la répartition de la population qui travaille par statut de l'emploi (voir tableau ci-dessus), en 2007 dans la région du Centre-Est, 48,3% de cette population sont des aides familiaux (contre une moyenne nationale de 37,7%) et 44,8% sont des travailleurs indépendants (contre une moyenne nationale de 52,3%). Les autres catégories ne représentent qu'une portion congrue (voir tableau ci-dessus).

Tableau 38 : répartition (en %) de la population qui travaille par employeur

Entités	public	Para-public	Entreprise privée	Entreprise indivi. privée
Région	2,4	0,2	1,8	95,6
Pays	3,6	0,5	4,0	91,9

Source : EA-QUIBB 2007

La répartition de la population qui travaille par employeur (voir tableau ci-dessus) établit qu'en 2007, 95,6% de cette population sont employés dans des entreprises individuelles privées (contre une moyenne nationale de 91,9%. Viennent largement après, ceux qui travaillent dans le public avec 2,4% (contre 3,6% au niveau national), au niveau des entreprises privées, 1,8% (contre 4% pour le pays) et enfin, le para-public, avec 0,2% (contre 0,5% au niveau national).

Tableau 39 : répartition (en %) de la population qui travaille par branche d'activité

Branches	Région	Pays	Branches	Région	Pays
Agri, chasse, Sylviculture	82	67,7	Activ. Fin.	0,0	0,6
Pêche, Pisciculture, aquaculture	0,0	0,1	Immo. Locat.	1,2	0,6
Activités extractives	0,0	2,7	Serv. eses		
Activités de fabrication	1,4	3,4	Administ. Publique	0,7	1,9
Production, distribution électr. eau	0,0	0,2	Education	0,4	1,6
Construction	0,5	1,6	Santé, action sociale	0,0	0,8
Commerce, réparation, act ; domestiques	13,3	15	Activi. Carat.	0,0	0,7
Hôtel, restaur.	0,2	0,6	Collcet. Pers.		
Com. Réparat. Art			Activiv.	0,0	1,7
Transp. Act. Aux. communication	0,3	0,8	Ménag. Pers.domest.		
			Acti. Organisme extra territoire	0,0	0,1
			total	100	100

Source : EA-QUIBB 2007

A l'instar de l'ensemble du pays, la proportion de la population active exerçant dans le secteur primaire est prépondérante. En effet, selon le tableau ci-dessus, dans la région du Centre-Est, 82% des actifs travaillent dans le secteur primaire contre une moyenne nationale de 67,8%, soit un écart favorable à la région de + 14,2 points. Il est suivi de loin par le commerce (13,3%). Les autres branches affichent des taux compris 1,4% et 0%.

Tableau 40 : répartition des demandeurs d'emploi par diplôme en 2007 dans le Centre-Est

Sans diplôme		CEPE		CAP/BEPC		BAC/BEP		DUT/BTS		DEUG		Licence et plus		Autres diplômes		total		Total général
M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	
14	0	10	10	20	8	2	6	1	0	0	1	1	0	0	0	48	25	73

Annuaire statistique du Centre-Est

Le tableau ci-dessus décrit la situation des demandeurs d'emploi par diplôme en 2007. On constate sur un total de 73 demandeurs, le nombre de femmes est de 25 représentant 34,24%. Les demandeurs titulaires de diplôme de l'enseignement secondaire sont au nombre de 36 soit 49,3% de l'effectif total ; les femmes représentent 38,8% des demandeurs diplômés de l'enseignement secondaire. Les demandeurs titulaires du diplôme du primaire sont au nombre de 20, soit 27,4 de l'effectif total ; les femmes représentent 50% de cette catégorie de demandeurs. Les demandeurs diplômés du supérieur se chiffrent à 3 dont une femme. Quant aux sans diplôme, leur effectif est de 14, soit 19,18%.

Tableau 41 : répartition des offres d'emploi par diplôme en 2007 dans la région du Centre-Est

illettrés	CEPE	CAP/BEPC	BAC/BEP	DUT/BTS	Licence et +	Sans diplôme	total
0	3	5	1	0	0	1	10

Annuaire statistique du Centre-Est

Le tableau ci-dessus révèle qu'en 2007, 10 demandeurs d'emploi dans la région ont trouvé de l'emploi. L'offre d'emploi est donc très fiable comparée à la demande qui se chiffrait à la même période à 73 ; ainsi, la demande a été satisfaite à hauteur de 13,70%. En valeur absolue, le marché de l'emploi a été plutôt favorable aux titulaires du CAP ou BEPC, ensuite ceux du CEPE. L'offre au titre des autres catégories est quasiment nulle.

3.3 – CARACTERISTIQUES DU SOUS-EMPLOI

Le sous emploi se caractérise par un emploi à temps partiel du capital humain, d'où un facteur de minimisation de la production.

Tableau 42 : répartition (en %) de la population sous-employée par statut de l'emploi dans la région

Entité	Indépend.	parapubli	Salarié du priv	employeur	Aide familial	Apprenti /stag	bénévole	Total
Région	49,4	1,2	1,4	0,0	48	0,0	0,0	100
Pays	59,1	1,6	2,8	0,4	34,1	1,8	0,4	100
EA-QUIBB 2007								

Dans la région, la répartition de la sous employée par statut de l'emploi (voir tableau ci-dessus), établie par l'EA-QUIBB 2007, indique que la proportion des sous employés est très forte au niveau des travailleurs indépendants qui affichent une proportion de 49,4% (contre une moyenne nationale de 59,1%), suivis de près par les aides familiaux qui totalisent 48% (contre une moyenne nationale de 34,1%) de l'effectif total des sous employés.

Tableau 43 : répartition (en %) de la population sous employée par employeur

Entité	public	Para-public	Entrep. privée	Ensemb. Ménages privés	Ind.
Région	1,2	0,0	2,9	95,9	
Pays	1,5	0,2	3,9	94,4	
EA-QUIBB 2007					

Quant à la répartition de la population sous employée par employeur, le tableau ci-dessus montre que 96% de cette population exercent dans des entreprises individuelles ou dans des ménages (contre une moyenne nationale de 94,4%). Près de 3% des sous employés travaillent dans des entreprises privées (contre une moyenne nationale de 3,9%) et 1,2% dans le public.

Tableau 44 : répartition (en %) de la population sous employée par branche d'activité

Branches	Région	Pays	Branches	Région	Pays
Agri, chasse, Sylviculture	82	67,4	Activ. Fin.	0,0	0,6
Pêche,Pisciculture, aquaculture	0,0	0,0	Immo. Locat.	1,2	0,7
Activités extractives	0,0	4,8	Serv. eses		
Activités de fabrication	1,4	3,2	Administ. Publique	0,7	0,9
Production, distribution électr. eau	0,0	0,2	Education	0,4	0,7
Construction	0,5	1,9	Santé, action sociale	0,0	0,3
Commerce, réparation, act ; domestiques	13,3	16,2	Activi. Carat.	0,0	0,6
Hôtel, restaur.	0,2	0,6	Collcet. Pers.		
Com. Réparat. Art			Activiv.	0,0	0,9
Transp. Act. Aux. communication	0,3	0,7	Ménag. Pers.domest.		
EA-QUIBB 2007			Acti. Organisme extra territoire total	0,0	0,1
				100	100

A l'instar de l'ensemble du pays, le sous emploi est très répandu dans la région du Centre-Est. La répartition de la population sous employée par branche d'activité (voir tableau ci-dessus) révèle que 82% des travailleurs à temps partiel exercent dans les domaines de l'agriculture, la chasse et la sylviculture, contre 67,4% au niveau national. Le commerce, la réparation et les activités domestiques viennent en deuxième position avec une proportion de 13,3%. La part des autres branches est comprise entre 1,2% et 0%.

3.4 – POPULATION ECONOMIQUEMENT INACTIVE

Tableau 45 : répartition (en %) de la population économiquement inactive par raison d'inactivité

Entité	A perdu son emploi	N'a jamais travaillé	Inactivités saisonnières	Elèves /étudiants	Personne Au foyer	Retraités/ rentiers	Autres inactifs	Trop jeunes vieux
Région	0,0	6,0	4,0	29,6	31,0	1,0	6,3	22,2
Pays	0,5	6,4	18,3	29,5	26,1	1,4	4,5	13,2
EA-QUIBB 2007								

L'EA-QUIBB 2007 établit que les personnes au foyer de la région (voir tableau ci-dessus) constituent 31% des personnes inactives, suivies des élèves/étudiants (29,6%), des personnes trop jeunes ou très âgées (22,2%), ceux qui n'ont jamais travaillé (6%), les inactifs saisonniers (4%) et enfin les retraités ou rentiers (1%). Les autres inactifs sont évalués à 6,3%.

3.5 – CARACTERISTIQUES DE L'AUTOPROMOTION

Tableau 46 : Nombre de micro projets financés par domaine d'activité et par source dans la région du Centre-Est En 2007

Domaine d'activité	Source de financement			
	FASI	FAARF	FIJ	AUTRES
Embouche bovine	36	80	0	0
Maraîchage	0	1	0	0
Menuiserie	3	0	0	0
Mécanique	6	0	0	0
Autres	86	1629	0	0
Total	131	1710	0	0

Source :annuaire statistique du Centre-Est

La mise en œuvre des projets et programmes dans la région notamment le Projet d'Appui aux Micro-Entreprises Rurales (PAMER) et l'action des Fonds tels que le Fonds d'Appui au secteur Informel (FASI), le Fonds d'Insertion des Jeunes (FIJ) et le Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF), ont conduit à l'émergence des micro-entreprises synonyme de l'autopromotion. Le tableau ci-dessus indique qu'en 2007, 1841 micro-projets ont été financés par le FASI et le FAARF au profit des promoteurs de la région dans des domaines divers tels que l'embouche bovine, le maraîchage, la menuiserie, la mécanique etc.

Les micro-entreprises créées avec l'appui du PAMER exercent plusieurs types d'activités dont les principales sont : la fabrication du beurre de karité, l'aviculture, la mécanique, l'apiculture, l'embouche, la production et la vente du lait, la fabrication du soubala, la mécanique, la menuiserie-bois, la menuiserie métallique, la fabrication du pain, la décorticage et l'étuvage, le maraîchage, le tissage, la couture, le petit commerce, la vente de céréales, la restauration, la gestion des débits de boisson, la gestion des secrétariats publics et des télécentres ;

Les actions du PAMER durant la durée de sa mise en œuvre (2001-2007), ont consisté de prime abord en la création des micro-entreprises rurales (MER) et au renforcement de celles existantes. Ensuite des activités de renforcement des capacités de l'ensemble des MER créées ou repérées ont été entreprises dans les principaux domaines suivants :

- Formations techniques (en entrepreneuriat) et professionnelles des MER ;
- Sessions d'alphabétisation ;
- Voyages d'études et participations à des foires et expositions ;
- Recherches-développement ;
- Appui à la recherche de financement et à la gestion de l'épargne.

La promotion des entreprises en général et l'auto-promotion en particulier est liée à l'importance et à la rotation des marchés, à la dynamique commerciale ainsi qu'au système financier.

Comme principaux marchés au niveau de la région, on peut citer :

- Les marchés de Pouytenga et de Tenkodogo : les plus importants de la région ; ils concentrent la majorité des produits échangés dans la région ; le marché de Pouytenga est considéré comme le troisième du pays après ceux de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;
- Les marchés de Garango, Bittou, Bané, Béguédogo, Zabré, Zoaga, Ouargaye, Cinkansé, Lalgaye, Comin-yanga, Sangha, yargatenga et Soudougui, sont des lieux d'échanges des produits céréaliers ;
- Les marchés de Garango, Béguédo, Loanga, Sabtenga et Bagré, sont des lieux d'échanges des produits maraîchers et fruitiers ;
- Les marchés à bétail de Pouytenga, Tenkodogo, Garango, Bittou et Ouargaye ;

La commercialisation des produits du primaire constitue une source importante de revenus pour les populations rurales et est source d'emplois pour certaines couches de la population urbaine (femmes, jeunes, etc...). Compte tenu de sa situation géographique (provinces frontalières avec le Ghana et le Togo), la région du Centre-est joue un rôle très important dans les échanges commerciaux aux plans national et international.

3.6 – LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle et technique dans la région du Centre-Est n'est pas très développée, en témoignent les deux tableaux ci-dessous illustrant la répartition des effectifs des élèves formés au CFP de l'ANPE et l'évolution des effectifs du secondaire technique et professionnel de la région.

Tableau 47 : Effectif des élèves du CFP/ANPE public dans la région du Centre-Est par cycle et section en 2007

Section	1er cycle			2è cycle			3è cycle		
	M	F	T	M	F	T	M	F	T
Mécanique auto	29	3	32	0	0	0	0	0	0
Mécanique cyclo	91	0	91	25	0	25	0	0	0
Total	120	3	123	25	0	25	0	0	0

Source : annuaire statistique du Centre-Est

Le tableau ci-dessus indique que le Centre de Formation Professionnelle (CFP) de l'Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi (ANPE) a formé au cours de l'année 2007, au total 148 élèves (tous cycles confondus) en mécanique auto et mécanique cyclo. Pour le premier cycle, 123 élèves ont été formés, soit 120 garçons et 3 filles. Pour le second cycle l'effectif total des élèves formés est de 25 élèves, tous des garçons.

Tableau 48 : évolution des effectifs du secondaire technique et professionnel tous cycles confondus

Entités	2003/2004		2006/2007		Tx d'accroissement 2003/2004- 2006/2007
	total	% filles	total	% filles	
Région	210	21,6	118	11,6	- 43,81%
Pays	19 895	49	24 577	49,4	+ 23,53

Source : annuaire statistique de l'enseignement secondaire

Le tableau ci-dessus qui illustre l'évolution des effectifs du secondaire technique et professionnel révèle que la situation de ce segment de l'enseignement secondaire se dégrade

au fil des ans. En effet, de 210 élèves en 2003/2004, l'effectif des élèves de la région est tombé à 118 en 2006/2007, soit une chute de 43,8%. Au même moment, l'ensemble du pays enregistrait une évolution significative de ses effectifs qui sont passés de 19 895 élèves à 24 557, soit une progression de + 23,5%. L'effectif des filles a également connu une baisse drastique, passant de 21,6% de l'effectif total en 2003/2004 à 11,6% en 2006/2007. La part des filles dans l'effectif total au niveau de la région qui était déjà de 49% est passé 49,4%, sur la même période.

CHAPITRE IV : CONTRAINTES, POTENTIALITES ET ATOUTS DE LA REGION

4.1 – LES CONTRAINTES DE LA REGION

4.1.1 – Les contraintes du secteur primaire

A) Contraintes liées à l'agriculture

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES
Baisse des rendements	<ul style="list-style-type: none"> -faiblesse des précipitations ; -pauvreté des sols ; -faible mécanisation de l'agriculture ; -utilisation insuffisante des semences ; -non maîtrise des techniques de la conservation des eaux et des sols et de la défense et restauration des sols (CES/DRS) ; -forte pression agro-démographique ; -érosion hydrique 	<ul style="list-style-type: none"> -déficit alimentaire ; -achat des céréales en période de soudure
Insuffisance d'équipements agricoles et maraîchers	<ul style="list-style-type: none"> - manque de moyens financiers ; - faible adhésion des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - faible pratique des techniques CES/DRS ; - Baisse des productions
Insuffisance du savoir et du savoir-faire	<ul style="list-style-type: none"> - insuffisance d'infrastructures de formation ; - insuffisances des formations 	<ul style="list-style-type: none"> - faible niveau technique des producteurs ; - mauvais fonctionnement des OPA et des CVGT

Le secteur de l'agriculture se caractérise par d'autres contraintes qui se résument comme suit :

Etat de dégradation des ressources naturelles

Les terres, les ressources en eau, les ressources pastorales, forestières, fauniques et halieutiques sont menacées d'une dégradation accélérée sous les effets conjugués des facteurs climatiques et anthropiques. L'état de dégradation des ressources naturelles (sol et végétation) est déjà avancé dans la région. Généralement la région du Centre-Est est globalement déficitaire en céréales et la province du Kourittenga plus les autres.

Les principales causes sont la relative surpopulation de la région, l'utilisation anarchique des formations naturelles autour de Tenkodogo, les feux de brousse répétés, la surcharge du bétail en particulier dans les provinces du Boulgou et du Koulpélogo, l'utilisation de la mécanisation et la très forte extension des surfaces de culture en coton sans aucune mesure de protection et de restauration.

Démographie et gouvernance sociale

La région subit le poids de plusieurs contraintes qui limitent la pleine exploitation de ses atouts et potentialités.

Au plan démographique, la région subit une forte pression foncière avec pour conséquence l'importante dégradation et la rareté des terres cultivables.

Au plan social, la délimitation de certaines zones pastorales ces dernières années, est contestée par la population, ce qui a engendré des problèmes entre agriculteurs et éleveurs.

Faible niveau d'utilisation des nouvelles technologies agricoles

La production agricole est handicapée par l'insuffisance de l'équipement agricole et la baisse de la fertilité de sols. Les semences améliorées de culture sont très peu utilisées moins de 5% (DRAHRH, 2004).

Faible niveau d'infrastructures de transformation de produits agricoles

La région est peu dotée en infrastructures de transformation de produits agricoles. Le secteur industriel est presque inexistant dans la région. La situation des unités de transformation révèle l'existence de cinq boulangeries modernes dont trois au Boulgou et deux au Kourittenga et quatre mini-laiteries à Bittou, Garango et Pouytenga.

B) Les contraintes du secteur de l'élevage

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES
Réduction de l'espace pastoral	<ul style="list-style-type: none"> - extension continue des superficies emblavées ; - immigration incontrôlée ; - explosion démographique ; - augmentation du cheptel 	<ul style="list-style-type: none"> - dégradation des pâturages ; - conflits agriculteurs-éleveurs ; - insécurité foncière des éleveurs ; - départ de certains éleveurs ; - obstruction des zones des pistes à bétail
Faiblesse du disponible fourrager naturel en saison sèche	<ul style="list-style-type: none"> - feux de brousse ; - aléas climatiques ; - faible pratique de la fauche et de la conservation du fourrage naturel ; - coupe des ligneux fourragers 	<ul style="list-style-type: none"> - destruction du stock fourrager naturel ; - cachexie des animaux ; - faible productivité animale ; - appauvrissement des pâturages ;
Problème d'eau pour l'abreuvement	<ul style="list-style-type: none"> - sécheresse ; - insuffisance des points d'eau ; - difficulté d'accès à l'eau ; 	<ul style="list-style-type: none"> - dégradation des points d'eau ; - dégradation des pâturages autour des points d'eau ; - conflits entre usagers ; - développement du parasitisme interne

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES
Faible approvisionnement en SPAI	-mauvaise organisation des acteurs ; - faible développement des filières ; -manque d'infrastructures de stockage ; - faible niveau des revenus	- non disponibilité suffisante de SPAI ; - allongement du temps d'engraissement/faible production des animaux ; -
Faible niveau d'équipement des éleveurs	- faible niveau de revenu des producteurs ; - insuffisance de crédits/subventions ; - réticence des producteurs	- recrudescence de certaines maladies contagieuses ; - faible productivité animale
Difficultés de commercialisation des produits de l'élevage	- difficultés d'accès aux marchés ; - préférence du circuit traditionnel ; - manque d'information et de transparence sur les marchés locaux ; - difficultés de transport et de transformation/conservation	- réduction drastique de la marge bénéficiaire du producteur
Faible performance des animaux d'élevage	- pas d'amélioration génétique ; - recherche d'animaux rustiques adaptés aux conditions difficiles d'élevage	- faible valorisation des aliments par les animaux ; - baisse de la rentabilité de l'élevage
Faiblesse des services aux éleveurs	- faiblesse des moyens des services techniques publics ; - faible développement de services privés	- faible encadrement des éleveurs ; - faible couverture des besoins sanitaires
Analphabétisme des acteurs	- refus de l'école au départ par les éleveurs ; - faiblesse de l'offre éducative nationale	-difficultés de communication et d'organisation ; - méconnaissance des textes législatifs et réglementaires ; - faible taux d'adoption des techniques modernes.

C) Contraintes liées au développement des ressources forestières, fauniques et halieutiques

CONTRAINTES	CAUSES	CONSEQUENCES
Dégradation des forêts	Occupation des forêts par les populations	- dégradation des ressources forestières ; - conflits avec les agriculteurs et les éleveurs ; - compromission de la fonction de production
Gestion décentralisée des forêts	Propriétés des ressources forestières	Conflits entre les services forestiers et les élus locaux
Cheptel de la faune très réduit	- braconnage ; - dégradation de l'habitat de la faune	Rareté de ressources fauniques
Comblement des berges	ensablement	Capacité de stockage de poisson réduit
Dégradation des milieux aquatiques	Pollution par les pesticides liée aux activités agricoles	Impact sur les ressources halieutiques
Péjoration des conditions climatiques	Changements climatiques	productivité piscicole affectée
Eutrophisation des retenues d'eau	Développement des activités agricoles	Impact sur la vie de la population des poissons
Faible équipement des pêcheurs	Peu d'ouverture à l'esprit d'innovation	Quantités de poissons pêchés limitées

D) Les contraintes transversales

Il existe des difficultés majeurs d'ordre naturel, socioculturel, socioéconomique qui handicapent le développement. Assoir les bases du développement socioéconomique durable et harmonieux du Centre-est exige une identification objective et une analyse de l'ensemble des contraintes. Les principales contraintes identifiées sont les suivantes :

(I) Les contraintes physiques et naturelles

Sur une superficie totale de 14 852 km², la région de ne dispose que de 32,2% de terres cultivables.

La péjoration climatique limite fortement la disponibilité des ressources en eau de surface et en eaux souterraines, fragilise les écosystèmes et pénalise les activités agricoles.

La région du Centre-Est étant à 90% constituée de zone de socle, l'exploitation des aquifères demeure problématique (faible débit, précarité).

Le relief étant très peu accidenté, n'offre pas de sites propices à l'édification de barrages de retenue d'eau de hauteur conséquente qui permettraient d'assurer une régulation interannuelle.

(II) Les contraintes démographique et socioculturelles

La pression démographique et la dégradation des sols réduisent progressivement les terres cultivables. Les bonnes terres se raréfient, ce qui laisse présager de sérieux conflits pour le contrôle du foncier à l'avenir.

Le mode traditionnel de gestion des terres ne favorise pas une valorisation des exploitations. En effet, le système traditionnel accorde un simple droit d'usage des terres à investir convenablement dans les exploitations.

(III) Les contraintes économiques et financières

L'enquête sur les conditions de vie des ménages de 2003 au Burkina Faso fixe le seuil de la pauvreté à 82 672 FCFA par adulte et par an. Sur cette base, les caractéristiques relevées au niveau national s'y retrouvent avec quelques fois des aggravations au Centre-Est. Les pauvres y sont plus nombreux : 51,4% contre 44,5% au niveau national. Le coût moyen de l'éradication de la pauvreté au niveau régional est de l'ordre de 6 150 FCFA par tête tandis qu'il est de 5 753 FCFA au niveau national.

(IV) Les contraintes d'ordre technique

La pratique des activités agricoles est restée largement traditionnelle. Les cultures sur brûlis entraînent des défrichements qui exposent les sols à une dégradation rapide et à l'érosion. Il y a un faible niveau d'équipement des exploitations agricoles. Le bilan des aménagements hydro-agricoles est mitigé en raison des difficultés de gestion de tous ordres (déficit organisationnel des acteurs, faible taille des parcelles, faible intensité culturale, calendriers culturaux escamotés, conflits d'usage sur les ressources en eau, insuffisance des disponibilités hydriques, difficultés d'adaptation aux opportunités de marché, faible organisation de la production, insuffisance des équipements agricoles, difficultés d'accès aux crédits, difficultés d'accès aux intrants, insuffisance de maintenance..

L'élevage est encore extensif et transhumant. Les éleveurs recourent quelques fois aux traitements vétérinaires, mais le suivi n'est pas régulier. A la fin du mois de mars, la plupart des puits alimentés par les aquifères en zone de socle sont taris.

Pendant la saison sèche, l'évaporation et l'infiltration consomment à elles seules environ 2/3 de l'eau stockée dans les retenues de surface.

Les routes en terres qui représentent l'essentiel du réseau routier régional enregistrent des dégradations rapides qui exigent un rythme d'entretien soutenu difficile à supporter financièrement.

(V) Les contraintes au plan de l'occupation et de la gestion de l'espace

L'accroissement continu de la population augmente la pression foncière. Les conflits fonciers deviennent de plus en plus nombreux dans la région. L'occupation anarchique des terres par les agriculteurs empiète sur les pâturages habituels et les pistes de transhumance du bétail et conduit à des conflits ; L'organisation de l'occupation de l'espace est donc nécessaire.

(VI) Les contraintes au niveau des besoins sociaux de base

En matière de soins de santé primaire, les principales contraintes sont : l'insuffisance du personnel et des structures sanitaires.

L'état d'enclavement intra-régional reste préoccupant. En effet, beaucoup de départements sont d'accès difficile surtout en saison hivernale et l'entretien du réseau routier existant n'est pas suffisamment assuré.

En matière d'eau et assainissement, la population continue de souffrir du déficit d'approvisionnement en eau potable, de l'insuffisance du réseau d'évacuation des eaux pluviales et usées, puis de l'insalubrité des agglomérations.

Les principaux obstacles au développement du Centre-Est se résument :

- Au déficit d'équipements et d'infrastructures hydrauliques ;
- Au déficit d'infrastructures sanitaires et éducatives ;
- Au déficit d'infrastructures de transport ;
- A l'insécurité ;
- A l'analphabétisme ;
- A la faiblesse du pouvoir d'achat des populations.

4.2 – LES ATOUTS, POTENTIALITES ET OPPORTUNITES DE LA REGION

Malgré les nombreuses contraintes qui sont des facteurs limitant le développement de la région, le Centre-Est présente des atouts de par sa position géographique. Outre cet avantage naturel, l'agriculture, l'élevage et la pêche sont autant de facteurs qui concourent au développement de la région.

4.2.1 – Les atouts et potentialités du secteur primaire

Au titre du secteur agricole

La région dispose d'importantes potentialités permettant de développer la production par le biais des aménagements hydro-agricoles avec une maîtrise partielle de l'eau (dans les trois provinces) ou maîtrise totale de l'eau à Bagré au Boulgou.. La région regorge d'un important potentiel de bas-fonds aménageables pour une amélioration de la production agricole pluviale et de contre saison. Diverses possibilités d'aménagement du potentiel en bas-fonds aménageables sont envisageables, notamment la réalisation de retenues d'eau et/ou l'aménagement agricole. La mise en valeur du potentiel en bas-fonds demande des études de base approfondies pour tenir compte du bon fonctionnement du système de bassins versants.

Le diagnostic fait ressortir une diversité de spéculations dont les productions sont relativement importantes (mil, sorgho, maïs, riz, arachide, etc. En matière de production de riz, la région occupe le deuxième rang national. On note également la présence de cultures émergentes comme la banane, la pastèque. Cette situation offre des possibilités de spécialisation en l'occurrence pour ce qui est du riz, de l'arachide, de la pastèque et de la banane.

Au titre de l'eau

La région du Centre-Est abrite une cinquantaine de barrages de retenue d'eau dont la contribution à la production agro-sylvo-pastorale et à l'alimentation en eau potable est très considérable. Le barrage d'Itenga alimente en eau potable les villes de Koupéla et Pouytenga. Le plus important de ces ouvrages est le plus grand barrage hydroélectrique et hydro-agricole de Bagré autour duquel diverses actions de développement de grande envergure peuvent être mises en œuvre.

Potentiel d'aménagement de bas-fonds

La région du Centre Est possède un important réseau de drainage des eaux pluviales. Elle compte environ 197 710 ha de cours d'eau et une zone inondable équivalent à près de 18,5% de la superficie de la région. La faiblesse de la topographie et la légère inclinaison de la région favorisent un écoulement à fleur du sol ce qui explique la présence de nombreux bas-fonds. Selon l'étude du plan régional du secteur agro-pastorale, le réseau hydrographique offre la possibilité d'aménagement de nombreuses retenues d'eau à vocation agro-pastorale. Aménagées à bon escient, ces sites pourraient faire de la région un grand producteur de riz pluvial et irrigué et de produits du maraîchage. L'ensemble de la région possédait environ 60 retenues d'eau en 1990 pour une superficie total approximative de 31 100 ha

L'aménagement de la vallée de Bagré

Les principes de base de l'aménagement hydro-agricole de Bagré sont la vocation rizicole du périmètre irrigué, (25 000 ha où sont associées agriculture intensive en périmètre irrigué) et l'attribution individuelle de terres agricoles à des paysans et leurs familles en périphérie des zones irriguées pour une agriculture traditionnelle améliorée pour 7400 exploitants sur 400 ha de jardins de case et 12 000 ha de champs de brousse.

Cet espace est organisé en villages (de 100 exploitants) et culture de case (0,4 ha /ménage), espaces pour les cultures pluviales du sorgho et mil (1,5 ha/ ménages), espaces pour le boisement, parcours de bétail, bâtiments communautaires des villages, et des services d'aide aux paysans, marchés de villages et quartiers pour artisans. Sur les espaces irrigués où on effectue deux campagnes agricoles, le rendement moyen à l'hectare est de 4,5 à 5 tonnes à l'hectare soit un revenu d'environ 260 000Fcfa par an pour une famille de 7 personnes en moyenne à laquelle il faut soustraire la redevance de 8000Fcfa pour l'utilisation de l'eau. Il est vrai que ce revenu n'inclue ni les produits des champs de case et de champs de brousse, ni les produits de ventes des légumes produits sur les espaces de production.

A L'état brut, les chiffres dégagés par la production de riz sur les parcelles aménagées seraient alors de 1 924 000 000 Fcfa. Ce chiffre exclut, les produits des champs de case, du maraîchage, de pêche et de l'élevage tout aussi important que la production des espaces aménagés.

Le périmètre irrigué occupe toutes les terres situées entre le bord du Nakambé et le canal principal subhorizontal ;

L'aménagement prévoit la préservation de l'environnement grâce à des espaces réservés au pâturage du bétail et l'approvisionnement en bois.

Le système de paysannat permettant de donner seulement un hectare par ménage va être accompagné par l'aménagement de 1500 ha pour l'agro-business qui permettra l'occupation de plus grands espaces (6, 10, jusqu'à 54 ha) avec l'exigence de moyens de production plus importants et une meilleure vision économique de la production du riz à Barré.

Le programme de réalisation de grands aménagements irrigués du barrage de Bagré prévoit d'ici 2015, l'aménagement de 2 800 ha d'un coût total de 39 087 804 000 FCFA. Les tableaux ci-dessous indiquent les détails de la programmation.

Tableau 49 : programme de réalisation de grands aménagements irrigués autour du barrage de Bagré sur la période 2007-2015

Désignation	période	Coût (FCFA)	Source de financement
Projet aménagement de 500 ha en rive gauche	2009-2010	9 900 000 000	Japon
Projet aménagement de 800 ha en rive gauche	2011-2013	14 628 293 000	MCC (USA)
Projet aménagement de 800 ha en rive gauche	2014-2015	9 664 511 000	Financement à rechercher
Projet d'étude APD et travaux d'aménagement de 700 ha en amont rive droite à Kounia	2007-2009	4 895 000 000	Banque Mondiale en relation avec le PAFSAP

Source : MOB

Tableau 50 : programme d'études de grands aménagements irrigués autour du barrage de Bagré

Désignation	Période	Coût (FCFA)	Source de financement
Projet d'études d'APD de 200 ha en rive droite	2009	480 000 000	BDEA

Source : MOB

Programme complémentaire d'aménagements hydro-agricoles dans la région du Centre-Est 2008-2015

Le programme complémentaire en aménagements hydro-agricoles dans la région du Centre-Est pour la période 2008-2015 vient en renforcement des réalisations déjà prévues dans le cadre de divers projets et programmes. Ce programme minimal complémentaire participe de la concentration des actions en faveur de l'accomplissement de la révolution verte et de la valorisation efficiente des ressources en eau et en terres. En effet, le potentiel de terres irrigables de la région du Centre-Est est estimé à 33 830 ha (MAHRH, 2004). Actuellement, moins de 20% de ce potentiel sont aménagés.

Les objectifs quantitatifs du programme complémentaire en aménagements hydro-agricoles tiennent compte du retour d'expérience en termes de rythme d'opération dans leur mise en place concrète (mobilisation et gestion des capitaux, délai des travaux, etc.)

Tableau 51 : programme minimal complémentaire d'aménagements hydro-agricoles du Centre-Est sur la période 2008-2015

Désignation	Superficies
Grands périmètres irrigués (ha)	4 000
Moyens périmètres irrigués (ha)	1 000
Superficies emblavées dans les périmètres de petite irrigation (ha)	1 500
Aménagements de bas-fonds (ha)	1 500
Sites anti-érosifs (ha)	30 000
Digues filtrantes (nombre)	15
Traitement de ravines (ha)	300
Zaï (ha)	200
Récupération de glacis (ha)	200

Source : PROSPER du Centre-Est

Au titre du secteur de l'élevage

Atouts/potentialités

Cheptel relativement important

Existence de ressources pastorales significatives

Existence d'infrastructures de soutien à la production

Présence de quelques partenaires au développement

Existence de quelques centaines d'OPE

Position frontalière avec le Togo et le Ghana

Existence d'un Plan d'Actions et programme d'investissement pour le secteur de l'Elevage (PAPISE)

Existence d'un PROSPER

opportunités

Support de développement de filières bétail/viande et lait

- Dynamique de gestion locale des ressources dans le cadre de la décentralisation

- existence d'expériences de gestion concertée de zones de pâture ;

- appui de quelques partenaires au développement pour la gestion durable des ressources ;

- souci de représentativité des OPE dans les instances de décision pour la défense de leurs intérêts.

- commercialisation des produits et intrants d'élevage ;

- transformation de produits ;

- appui de certains partenaires pour le renforcement des infrastructures

- appui technique et financier des actions de promotion du secteur de l'élevage

- défense des intérêts des éleveurs ;

- soutien politico-administratif

Marchés pour l'exportation des produits d'élevage

Cadre de référence des actions de développement du secteur de l'élevage

- Développement des filières ;

- cadre de référence des actions de développement du secteur de l'élevage

Au titre des ressources forestières, fauniques et halieutiques

Ressources forestières

Malgré l'état de dégradation des forêts, l'exploitation et la vente du bois énergie constitue une activité porteuse pour les populations ; en effet, on peut noter qu'il existe 47 Groupements de Gestion forestière (GGF) autour du secteur et les membres bénéficient de revenus avec la vente du bois. En plus de cela, la région dispose d'un bon potentiel en (Produits forestiers Non Ligneux (PFNL) et les acteurs locaux s'organisent autour de ces PFNL. Le Projet ARSA/PNUD soutiendra le secteur PFNL jusqu'en 2010.

Ressources fauniques

Dans la région on rencontre un peu partout la faune aviaire (oiseaux), le petit gibier et quelques porcs-épics ; La région dispose également de crocodiles, d'hippopotames dans la zone de Lenga, de Niangho et de boussouma (Bagré). Du côté de Zabré, on rencontre des

éléphants le long du fleuve Nakambé. La DRECV est entrain d'organiser les acteurs de l'activité par la création d'association de chasseurs qui étaient au nombre de 19 en 2007. Par ailleurs, pour restaurer le patrimoine des Zones Villageoises d'intérêt Cynégétique (ZOVIC) sont en cours de création.

Ressources halieutiques

La pêche, activité porteuse économiquement est un facteur de réduction de la pauvreté dans la région. L'existence du plan d'eau de Bagré et sa relative proximité de Ouagadougou, le principal débouché pour le poisson de Bagré, et l'engouement des opérateurs privés pour cette activité constituent des atouts pour la pêche dans la région.

Les nombreuses petites retenues d'eau de la région offrent un réel potentiel halieutique qui permet aux populations riveraines de pratiquer la pêche artisanale. La réalisation du barrage de Zidré, de Lagdwenda et la réhabilitation de celui de Tenkodogo, ont permis d'organiser les populations bénéficiaires pour la pratique de la pêche autour de ces plans d'eau.

Le projet d'aménagement d'une plage artificielle à Bagré (3 milliards de FCFA sous financement chinois) offre de belles perspectives pour l'exploitation des potentialités touristiques du plan d'eau.

Il importe de noter :

- La volonté politique affichée de dynamiser le secteur ;
- La demande croissante en poissons non satisfaite, qui constitue une opportunité pour l'augmentation de la production domestique ;
- La prise de conscience des populations de l'importance socioéconomique des pêches, mais également de la dégradation du capital productif naturel
- Le processus de décentralisation qui accorde plus de prérogatives aux communautés de base dans la gestion des ressources de leur terroir.

4.2.2 – Les atouts, potentialités et opportunités du secteur secondaire

L'énergie électrique

Jusqu'à présent, la province de Koulpélogo ne bénéficie pas des services de la SONABEL. En dehors de la ville de Bittou qui est alimentée par une centrale thermique, les autres villes de la région sont alimentées par la centrale hydroélectrique de Bagré. La production d'électricité est liée donc à cette centrale. En 2003, le nombre d'abonnés de la SONABEL dans la région s'élevait à 6 605 et la consommation en mégawatheures était estimée à 8 268. L'extension progressive du réseau électrique dans les années à venir décidée par le Gouvernement à travers sa « Vision 2025 de l'accès aux services énergétiques modernes au Burkina Faso », devrait permettre à la région d'améliorer sa situation énergétique, l'électricité étant un véritable facteur de production de l'activité économique et d'amélioration du cadre de vie et du développement socioéconomique et culturel.

4.2.3 – Les atouts, potentialité et opportunités du secteur tertiaire

Le Tourisme et l'hôtellerie

La région du Centre-Est dispose de quelques sites touristiques potentiels qui ne demandent qu'à être valorisés. On peut citer : la tombe de Naba ZOUNGRANA à Komtoèga, la colline Boulgou à Garango ; la rivière Kulbalé, la colline de Gourgou au Boulgou, et les trois pierres (lieu de séparation entre les mossi et les Gourmatché) au Koulpélogo. Les cérémonies

coutumières d'importance touristique pouvant drainer des foules sont les Nabasga de Tenkodogo, de Koupèla, de Ouargaye, de Sengha et de Toudtrnga.

L'hôtellerie, à l'opposé du tourisme, connaît un développement réel avec la réalisation de nouvelles infrastructures hôtelières en particulier dans la province du Boulgou. Le coût moyen des chambres dans les hôtels oscille entre 2 070 F et 5 000 FCFA pour les chambres ventilées et 7 500 F à 15 000 FCFA pour les chambres climatisées.

La position frontalière avec deux pays voisins est un atout pour le secteur hôtelier étant donné que les échanges commerciaux engendrent d'importants flux de personnes.

Le Commerce et les télécommunications

Le secteur du commerce est assez bien développé. Il faut lier cela à la situation géographique de la région : proximité avec le port de Lomé (Togo) et le Ghana ce qui est une opportunité certaine pour le développement du commerce. Le Centre-Est dispose de multiples infrastructures socio-économiques telles que les marchés régionaux et sous-régionaux, les marchés de bétail, les aires d'abattage du bétail. Les marchés de Tenkodogo

Le commerce intéresse plusieurs domaines : produits alimentaires, matériaux de construction, carburant, lubrifiants, transport, hôtellerie, tissus, colas, etc.

L'activité commerciale est très développée dans le Centre-Est. Le commerce se positionne comme la 3^{ème} activité économique de la région. Il est favorisé par la situation géographique frontalière de la région et à l'esprit d'affaires des populations à l'image de celles des pays tels que le Ghana, le Togo, le Bénin, le Nigeria. La région abrite le marché de Pouytenga qui a un rayonnement international. L'importance économique de ce marché et les substantielles recettes que l'activité économique procure à la commune a élevé l'agglomération de Pouytenga au rang des communes urbaines, bien qu'elle n'ait pas le statut de chef-lieu de province. Le commerce de bétail est très développé avec les marchés à bétail de Pouytenga, de Bittou et de Tenkodogo de Ouargaye. La contribution du commerce au développement régional n'a pas encore fait l'objet d'une évaluation.

La région est couverte par tous les opérateurs de téléphonie mobile opérant dans notre pays : TELMOB, TELECEL ET CELTEL. En ce qui concerne le téléphone fixe on note une extension progressive du réseau, ce qui a permis la couverture de l'ensemble des chefs-lieux de Département de la région.

Les transports

La position de zone frontalière (avec le Togo et le Ghana) de la région du Centre-Est est un atout considérable dans le domaine des échanges. En 2007, la région disposait de 236,17 km de routes bitumées et de 681,19 km de routes en terres. La région comptabilisait en 2007, 80 véhicules de transport poids lourd et 215 véhicules poids légers. Sept (07) compagnies de transport se partageaient le marché régional.

Le système financier décentralisé

Dans le domaine de la mobilisation de l'épargne, plusieurs institutions financières oeuvrent dans la région du Centre-Est en vue d'accompagner le développement régional dans cette optique. Ce sont : la BIB, la BICIA-B, la BACB, la Bank of Africa, les Caisses populaires et la Caisse des producteurs, des Compagnies d'Assurance comme la FONCIAS, la Générale des Assurances et la SONAR.

A l'instar des autres régions, le Centre-Est a bénéficié de l'installation d'un centre de guichets uniques regroupant les différents fonds d'appui à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus (FASI, FAPE, FAIJ et FAFPA).

Les populations mènent des activités secondaires qui leur procurent des revenus dont une partie est consommée. Il est possible de créer des coopératives d'épargne et de crédits qui inciteront les populations à épargner, afin que cette épargne puisse être drainée vers le financement de petits projets de développement. Par ailleurs certaines localités du Boulgou par exemple sont des villes où circulent des devises européennes rapportées par les émigrants.

L'économie extra-territoriale

L'économie extraterritoriale occupe une place de choix à travers les investissements réalisés par les avoirs transférés de l'extérieur par les ressortissants. Ces investissements sont beaucoup plus perceptibles dans les départements de Béguédo et de Niaogho dans la province du Boulgou à travers les investissements socio-économiques et marchands.

Opportunités

La région du Centre-Est possède des atouts importants aux plans humain, géographique, hydraulique, agricole, pastoral qui, s'ils sont judicieusement valorisés permettront d'impulser et de réussir un développement durable.

De par sa position géographique frontalière du Togo et du Ghana, la région du Centre-Est développe facilement des activités commerciales qui induisent un effet de dynamisation des différents secteurs d'activités. Le secteur informel et l'économie extraterritoriale profitent largement aux échanges commerciaux transfrontaliers.

Dans le domaine de l'agriculture, la région dispose d'importantes potentialités de développement pour développer la production par le biais des aménagements hydro-agricoles avec maîtrise partielle ou totale de l'eau. Le potentiel irrigable dans la région est d'environ 33 830 ha. Le pôle majeur des aménagements hydro-agricoles dans la région demeure le barrage de Bagré. Les potentialités ne sont pas encore suffisamment valorisées.

En ce qui concerne l'élevage, la région du Centre-Est abrite d'importantes zones pastorales dont celles du Nouha de statut officiel avec une superficie de 95 000 ha. Il existe d'autres zones de pastorales fonctionnelles mais sans statut officiel que sont Yarkanre (1 850 ha) et Kabonga (51 000 ha). La région à l'avantage d'avoir à ses portes des débouchés extérieurs. L'accroissement de la production par l'amélioration des systèmes de production constitue un choix de développement tout à fait pertinent pour le développement de la région.

La pêche se développe de plus en plus avec le barrage de Bagré dont le plan d'eau, l'engouement des opérateurs privés et des populations et l'engagement des responsables techniques et politiques sont aussi très déterminants.

L'existence d'une très forte communauté de ressortissants de la région vivant à l'étranger surtout en Italie, participe énormément à la dynamisation de l'économie extraterritoriale de la région, notamment en termes de transferts de devises, d'investissements de tous ordres et d'actions de solidarité.

4.3 – Recommandations pour l'amélioration du climat des affaires

La promotion du développement à la base passe par la création des activités génératrices de revenus et des emplois dont le succès repose sur la valorisation des potentialités humaines, économiques et financières. L'analyse dans la région. Le Centre-Est est caractérisé par une forte paupérisation avec plus de 55,1% de ses habitants qui vivent en dessous du seuil national de pauvreté absolue estimé à 82 692 FCFA par adulte et par an (EBCVM 2003). La région enregistre 51,4% de pauvres contre 46,4% au niveau national. Elle reste marquée par des problèmes fonciers, aggravés par une pression démographique galopante et une insuffisance d'offres sociales. L'état d'enclavement de la région constitue un handicap majeur pour le développement.

La région du Centre-Est à la lumière de l'analyse diagnostique ainsi présentée, regorge d'énormes potentialités notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, le commerce, la forêt et la pêche. La valorisation de ce potentiel devrait pouvoir impulser un développement durable et harmonieux de la région du Centre-Est. La promotion rationnelle des aménagements hydro-agricoles pour les productions agro-sylvo-pastorales passe

nécessairement par la maîtrise partielle ou totale de l'eau. Quant au développement des ressources halieutiques, elle requiert la valorisation optimale des plans d'eau existants.

Par ailleurs, le développement de secteurs de soutien aux secteurs productifs tels que les prestations de service s'avère indispensable. Dans ce sens, le commerce constitue également un axe de développement majeur ; il est assez représentatif de l'économie régionale et est appelé à croître compte tenu des spécificités régionales. Etant donné que le développement n'a de sens que s'il prend en compte le bien-être humain durable, il est indispensable d'améliorer l'ensemble des services sociaux de base et la préservation de l'environnement.

L'insuffisance des ressources humaines, matérielles, financières et organisationnelles qui constitue un frein à l'accroissement des richesses pourrait être levée à travers le renforcement des capacités des principaux acteurs de l'économie régionale.

Dans la perspective du renforcement des ressources humaines, les efforts en matière de formation professionnelle et technique ainsi que le relèvement des taux brut de scolarisation et d'alphabétisation doivent être poursuivis et renforcés pour que la région puisse disposer d'un capital humain à même de répondre aux besoins de l'économie régionale.

En matière institutionnelle, les interventions au profit des acteurs devraient s'orienter vers leur organisation en groupements suivant les filières, la mise à leur disposition des paquets technologiques adaptés au milieu ainsi que la recherche de débouchés tant national qu'international dans l'optique de juguler les difficultés d'écoulement qui limitent leurs productions.

Du point de vue de l'accès au financement, seules l'amélioration de l'organisation du système financier et la mise à la disposition des promoteurs de nouveaux produits financiers (crédit-bail et leasing etc.), semblent être la meilleure alternative pour améliorer l'offre financière face à une demande insuffisamment satisfaite.

Par ailleurs, la dotation de la région en infrastructures et équipements socio-économiques répondant aux besoins de l'amélioration du système productif, par l'Etat, les Collectivités territoriales (à travers des plans locaux de développement) et autres investisseurs, est un élément primordial et préalable à la création et à la diversification des activités créatrices de richesses et d'emplois.

Egalement, le système statistique régional mérite d'être renforcé dans l'optique de mettre à la disposition des décideurs et des utilisateurs notamment les investisseurs potentiels, des informations complètes et détaillées sur la situation socio-économique et le potentiel de la région pour éclairer leurs actions ou décisions afin de leur permettre d'initier et de mettre en œuvre des projets de développement de manière efficace et efficiente.

Enfin, la coopération décentralisée, matérialisée par les partenariats de jumelage entre les localités de la région et les villes étrangères, au-delà des échanges classiques jusque-là en vigueur, devrait intégrer une nouvelle approche consistant à explorer les marchés des villes ou régions partenaires dans l'optique d'une part, de promouvoir les exportations des produits de la région, et d'autre part, de bénéficier des transferts de technologie.

De ce qui précède, nous proposons les recommandations ci-après au regard des domaines suivants :

Dans le domaine agro-syvo-pastoral

- Accroître la maîtrise de l'eau par l'augmentation des aménagements hydro-agricoles (y compris villageois) ;
- Promouvoir les activités à forte valeur ajoutée par l'organisation des filières porteuses suivantes : (i) agriculture : riz, maïs, arachide et cultures maraîchères ; (ii) élevage : bétail/viande bovine, bétail/viande petits ruminants, viande porcine, la volaille et filière lait; (iii) environnement : filière pêche, filière bois énergie, filière néré (soumbala), filière karité (beurre), filière rônier, filière viande sauvage ;
- Moderniser les structures de production par la vulgarisation des nouvelles techniques de production et l'organisation des acteurs des filières y compris le renforcement des services techniques d'encadrement (augmentation des effectifs, déploiement des services sur l'ensemble des départements de la région, renforcement de leurs compétences et de leur équipement) ;
- Accroître la transformation des produits et leur accès au marché (labellisation des produits, mise en place d'un système d'information sur les marchés, développer des stratégies de pénétration des marchés) ;
- Promouvoir la gestion des ressources naturelles (encadrer les unités communautaires de protection de l'environnement et appuyer les initiatives de bonne pratique) ;
- Inciter à la création de brigades communales anti-feux dans toute la région ;
- Développer des pâturages en fonction de leur capacité de charge (réalisation de points d'eau permanents le long des pistes à bétail et à l'intérieur des zones pastorales ou de pâture) ;
- Organiser l'utilisation du capital fourrager ;
- Développer des infrastructures d'élevage : sanitaires, de production, de transformation et de commercialisation (de préférence dans chaque commune et les abattoirs modernes dans chaque centre urbain de la région) ;
- Inciter à la mise en place de cadres permanents de concertation agriculteurs-éleveurs-services techniques et partenaires techniques financiers aux niveaux communal, provincial et régional ;
- Inciter à la création d'une autorité de gestion et la définition d'un cahier de charges pour chaque espace pastoral érigé ;
- Délimiter et aménager des forêts et organiser les acteurs de la filière bois énergie et mettre en place des structures de gestion (groupement, écoulement des produits et recherche de débouchés) ;
- Renforcer les capacités des producteurs des produits forestiers non ligneux (nééré, karité, rônier), par la sensibilisation et les formations techniques et les organiser pour la commercialisation ;
- Inciter à la création de zones villageoises d'intérêt cynégétique (ZOVIC) ;
- Inciter les ZOVIC et les concessionnaires de zones de chasse à l'aménagement de l'habitat au profit des animaux sauvages ;
- Inciter davantage à l'élevage des poissons notamment au niveau du barrage de Bagré, organiser les acteurs de la pêche, les équiper et veiller à l'amplification des pêcheries ;
- Former les guides touristiques pour le tourisme de vision.

Dans le domaine des activités de transformation

- inciter les opérateurs économiques locaux et extérieurs à créer des unités de transformation (unités de décorticage de riz, d'arachide, mini-laiteries, ateliers de maroquinerie, abattoirs modernes) ;
- former les acteurs aux techniques de conservation et de transformation et susciter leur regroupement en GIE ;
- organiser des voyages d'études au profit des acteurs et susciter leur participation à des foires et expositions ;
- professionnaliser les producteurs en renforçant leurs capacités dans le domaine de la formation technique et de gestion (modernisation des techniques de production) ;

Dans le domaine des secteurs de soutien à la production

Télécommunication et énergie

- étendre les réseaux électriques (réseau SONABEL, électrification rurale, énergie solaire) et téléphoniques ;
- réduire et stabiliser les coûts d'accès aux services énergétiques et téléphoniques ;

Formation professionnelle

- mettre en place un mécanisme pérenne de prise en charge des jeunes formés par l'ANPE (assurer leur suivi et leur perfectionnement continu) ;
- organiser des journées « portes ouvertes » sur les missions de l'ANPE ;
- sensibiliser la jeunesse sur l'opportunité offerte par les services de l'ANPE à travers la formation offerte par ses Centres de formation ;

Financement et professionnalisation des promoteurs

- ✓ inciter le système financier régional à quadriller l'ensemble du territoire régional (caisses populaires) en créant des agences dans toutes les communes en vue d'accroître son accessibilité à un plus grand nombre ;
- ✓ renforcer la capacité des Fonds (FAPA, FAIJ, FAPE, FASI) par des dotations budgétaires supplémentaires (CDMT du Ministère de tutelle, emprunt d'Etat) ;
- ✓ inciter les banques nationales à ouvrir des agences en Italie pour mieux capter l'épargne des migrants de la région qui y travaillent en vue d'investir dans le Centre-Est ;
- ✓ adjoindre aux différents Fonds ci-dessus cités, une stratégie de communication dans le but de les faire davantage par les porteurs de projets éligibles ;
- ✓ instituer un système de renforcement des capacités (suivi-évaluation, appui-conseil et formation), en vue de la professionnalisation des promoteurs dans l'optique de minimiser les risques de faillite ;
- ✓ chercher des financements (responsables communaux) à travers la coopération décentralisée en vue de la constitution des fonds de garantie au profit des porteurs de projets pour accroître leur capacité d'accès au financement ;
- ✓ faciliter la création d'une structure faîtière par filière porteuse pour accroître la capacité des acteurs à accéder au système de financement par la constitution par chacune d'elles, d'un fonds de garantie ;
- ✓ la subvention des prix des intrants sanitaires et alimentaires ;
- ✓ l'octroi de subventions au profit des producteurs ;

- ✓ alléger les procédures pour l'obtention de prêts et la révision des montants et des taux appliqués ;

Commerce

- réaliser des infrastructures adéquates en vue de moderniser le marché de Pouytenga (classé 3^{ème} au niveau national, après ceux de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso ;
- Valoriser le nouveau marché de Tenkodogo par son occupation effective par les commerçants ;
- Appuyer l'organisation des manifestations de promotions commerciales ;

Transport

- Développer le réseau routier par la construction de nouvelles pistes rurales et l'amélioration du réseau routier régional existant ;
- Renforcer les services techniques régionaux des infrastructures par leur dotation en personnel et le renforcement de ses capacités en termes de compétences techniques et d'équipements.

Dans le domaine du renforcement du système statistique régional

La coordination statistique nationale a entamé le processus d'intégration de la dimension régionale dans le schéma directeur de la statistique avec la création progressive des Directions régionales de la statistique et de la démographie et la prise en compte des activités de collecte et de traitement de l'information menées par les Directions régionales de l'économie et de la Planification (DREP).

Cette initiative a permis à certaines régions de disposer déjà d'un annuaire statistique régional. La révision du Schéma directeur de la statistique (SDS), amorcée courant 2007 devrait surtout mettre un accent particulier sur l'instauration des comptes régionaux. La comptabilité régionale qui a pour vocation d'enregistrer les opérations sur bien et services concernant la production, la consommation, l'investissement, les importations et exportations, les opérations de répartition des revenus et les opérations financières, sera un document d'informations économiques important et un référentiel pour les investisseurs et autres opérateurs économiques.

Enfin, il importe de renforcer les capacités de la Direction régionale de l'ANPE en mettant à sa disposition, des moyens susceptibles de lui permettre de collecter et de traiter toutes les informations relatives au marché de l'emploi (demandes et offres d'emploi) de son ressort territorial en vue d'une part, de favoriser le contact entre les demandeurs d'emplois et les employeurs et d'autre part, de disposer d'une base de données sur l'emploi.

CHAPITRE V : FICHES DE PROJET DES METIERS/EMPLOIS ADAPTES POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

5.1 - AGRICULTURE

5.1.1- Projet de production d'un Ha de maïs

Description : le projet consistera à semer du maïs, à récolter ; stocker, puis commercialiser quand les prix sur le marché permettront la réalisation d'un profit

Tableau 52 : compte d'exploitation prévisionnel

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de la production (kg)				6500	70	455 000
Achat semence (kg)	100	600	60 000			
Engrais/NPK(kg)	100	250	25 000			
Engrais/Urée(kg)	50	230	11 500			
Fumure organique (chargement camion)	5	15 000	65 000			
Labour/pulvérisation (ha)	1	30 000	30 000			
Lubrifiant			10000			
carburant			50 000			
Main d'œuvre (prs/ 30 jrs)	10	2250	22 500			
Dotation aux amortissements/ha			16 600			
Total			290 600			455 000
Résultat net d'exploitation avant impôts			165 000			

5.1.2 - Projet de production d'un Ha de riz paddy

Description : Il s'agit de l'exploitation d'un hectare de riz pluvial (riz paddy). La commercialisation de la production non décortiquée, conditionnée dans des sacs de 100 kg , se fera sur le marché national avec des acheteurs grossistes

Tableau 53 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de riz paddy

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de riz paddy (kg)				6500	100	650 000
Achat semence de riz(kg)	50	1000	50 000			
Engrais/NPK (kg)	100	300	30 000			
Engrais/Urée (kg)	50	230	11 500			
Fumure organique (chargmt camion)	5	15 000	75 000			
Labour-pulverisation (ha)	1	45 000				
Main d'œuvre (nbre ouvrier/30jrs)	150	800	120 000			
Dotation aux amortissements/ha			17 625			
Total			304 125			650 000
Résultat net avant impôts			345 875			

5.1.3 - Projet de production d'un Ha de tomate

Description : l'exploitation consistera en la production de tomate fraîche destinée à la commercialisation avec des acheteurs grossiste sur le marché local.

Tableau 54 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de tomate

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de la production (kg)				30 000	60	1 800 000
Achat semence (kg)	4	12 500	50 000			
Engrais/NPK (kg)	200	300	60 000			
Engrais/Urée (kg)	100	230	23 000			
Fumure organique (chargmt camion)	5	15 000	75 000			
Labour-pulvérisation (ha)	1	45 000	45 000			
Lubrifiant			15 000			
Carburant			105 000			
Main d'œuvre (nbre ouvrier/30jrs)	90	800	72 000			
Dotation aux amortissements/ha			17 625			
Total			462 625			1 800 000
Résultat net avant impôts			1337375			

– Projet de production d’un Ha de banane

Description : il s’agit de l’exploitation d’un hectare de banane douce à partir de plants de banane. La production se fera sur le marché intérieur et extérieur sous forme de distribution aux grossistes.

Tableau 55 : compte d’exploitation prévisionnel d’1 ha de banane

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de bananes (kg)				50 000	40	2000000
Achat bouture de banane (pieds)	2500	200	500000			
Engrais/NPK (kg)	100	300	60000			
Engrais/Urée (kg)	50	230	11 500			
Fumure organique (chargmt camion)	5	15 000	75 000			
Labour-pulvérisation (ha)	1	45 000	45 000			
Lubrifiant			7500			
Carburant			50 000			
Main d’œuvre (nbre ouvrier/30jrs)	20x30	800	48 000			
Dotation aux amortissements/ha			17 625			
Total			814625			2000000
Résultat net avant impôts			1185375			

5.1.5– Projet de production d'un Ha de papaye

Description : il s'agira de cultiver la papaye à partir de semence améliorée et écouler la production avec des grossistes sur le marché local et surtout extérieur (exportation).

Tableau 56 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de papaye

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de papayes (kg)				50 000	50	2 500 000
Achat semence (kg)	4	55 000	220 000			
Engrais/NPK (kg)	200	300	60 000			
Engrais/Urée (kg)	100	230	23 000			
Fumure organique (chargmt camion)	5	15 000	75 000			
Labour-pulvérisation (ha)	1	45 000	45 000			
Lubrifiant			75 000			
Carburant			190 000			
Main d'œuvre (nbre ouvrier/jrs)	360	1000	360 000			
Dotation aux amortissements/ha			17 625			
Total			1 065 625			2 500 000
Résultat net avant impôts			1434375			

5.1.6 – Projet de production d'1 ha de manioc

Description : l'activité va consister en la culture du manioc à partir de boutures de manioc amélioré à grand rendement. La production en tubercule de manioc sera écoulee sur le marché local ou national.

Tableau 57 : compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de manioc

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de la production (kg)				45 000	50	2250000
Achat boutures de manioc (boutures)	10 000	35	350 000			
Engrais/NPK (kg)	100	300	30 000			
Engrais/Urée (kg)	50	230	11 500			
Fumure organique (chargmt camion)	5	15 000	75 000			
Labour-pulverisation (ha)	1	45 000	45 000			
Lubrifiant			20 000			
Carburant			110 000			
Main d'œuvre (nbre ouvrier/30jrs)	90	800	72 000			
Dotation aux amortissements/ha			17 625			
Total			731 125			2250000
Résultat net avant impôts			1 518 875			

5.1.7 – Projet de production d'1 ha d'oignon

Description : l'activité va consister en la culture d'oignon à partir de semences améliorées d'oignon à grand rendement. La production conditionnée dans des sacs sera écoulee sur le marché national et surtout sous régional.

Tableau 58 : Compte d'exploitation d'1 ha d'oignon

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté.	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de la production (kg)				20 000	115	2 300 000
Achat semence (kg)	14	55 000	220 000			
Engrais/NPK (kg)	200	300	60 000			
Engrais/Urée (kg)	100	230	23 000			
Fumure organique (chargmt camion)	5	15 000	75 000			
Labour-pulverisation (ha)	1	175 000	175 000			
Lubrifiant			50 000			
Carburant			110 000			
Main d'œuvre (nbre ouvrier/jrs)	360	800	288 000			
Dotation aux amortissements/ha			17 625			
Total			1 018 625			2300000
Résultat net avant impôts			1 281 375			

5.1.8 – Projet de production d'1 ha de pépinière

Description : Il s'agit de la production de jeunes plants de plusieurs espèces de fruits (mangue, agrume, etc.) et de plantes non ligneux (anacarde, etc.) sous forme simple et de greffage à partir de variété améliorée. Les plants à planter sont commercialisés avec des détaillants ou des grossistes sur le marché National ou dans la sous région éventuellement

Tableau 59 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de pépinière

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté.	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de plants (nbre)				300 000	200	60000000
Achat semence (kg/ha)	10 000	700	7000000			
Sauvageons (kg/ha)	300 000	30	9000000			
Fumure organique (kg)	20 000	20	400 000			
Labour (ha)	1	50 000	50 000			
Semis/repiquage(ha)	500	1000	500 000			
Achat de greffons (nbre)	300 000	30	9000000			
Greffage (plants)	300 000	30	9000000			
Achat de pots (nbre)	300 000	23,5	7 050 000			
Empotage	300 000	10	3 000 000			
Sarclage-hommes/jr	120	1000	120 000			
Irrigation	15	50 000	750 000			
Matériels et outillage	100	15 000	1500000			
Total			37320000			60000000
Résultat brut d'exploitation			22680000			

5.1.9 - Projet de production d'un Ha de Chou

Description : l'activité d'exploitation va consister à réaliser des planches de chou à hauteur d'un hectare à partir d'une pépinière préalablement produite. Le Chou récolté est vendu à des grossistes et à des détaillants au niveau du marché local et des marchés environnants.

Tableau 60 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de chou

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de Chou (kg)				25 000	130	3250000
Achat semence (g)	300	300	90 000			
Achat engrais/NPK (kg)	300	300	90 000			
Achat engrais/Urée (kg)	150	270	40 500			
Achat engrais/FO (t)	5	6000	30 000			
Labour, billonnage et pulvérisation (ha)	1	60 000	60 000			
Installation réseau d'irrigation (nbre)	1	60 000	60 000			
Entretien pépinière (ha)	1	30 000	30 000			
Repiquage (ha)	1	20 000	20 000			
Sarclo-binage (nbre)	3	15 000	45 000			
Achat de carburant/gas-oil(l)	450	675	303 750			
Achat lubrifiant (l)	20	1 500	30 000			
Irrigation (jrs)	30	6000	180 000			
Frais de transport production			60 000			
Frais personnel (1manvre/jr)	100	600	60 000			

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
Dotation aux amortissements (motopompe)			150 000			
Total			1 249 250			3250000
Résultat net avant impôts			2 000 750			

5.1.10 – Projet de production d'1 ha de carotte

Description : l'activité d'exploitation va consister à réaliser des planches de Carotte à hauteur d'un hectare à partir d'une pépinière préalablement produite. La carotte récoltée est vendue à des grossistes et à des détaillants au niveau du marché local et des marchés environnants

Tableau 61 : Compte d'exploitation prévisionnel d'1 ha de carotte

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de Carotte (kg)				20 000	150	3000000
Achat semence (kg)	4	30 000	120 000			
Achat engrais/NPK (kg)	300	300	90 000			
Achat engrais/Urée (kg)	100	230	23 000			
Achat engrais/FO (t)	5	6000	30 000			
Labour, billonnage et pulvérisation (ha)	1	100 000	100 000			
Installation réseau d'irrigation (nbre)	1	60 000	60 000			
Semis (ha)	1	60 000	60 000			
Récolte (pers)	3	15 000	45 000			
Sarclo-binage (nbre)	5	30 000	15 000			

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
Achat de carburant/gas-oil(l)	360	675	243 000			
Achat lubrifiant (l)	20	1500	30 000			
Irrigation (12500x2)x4	4	25000	100 000			
Frais de transport production			60 000			
Frais personnel (1manvrex90h/jr)	90	750	67 500			
Dotation aux amortissements (motopompe)			150 000			
Total			1 193 500			3000000
Résultat net avant impôts			1 806 500			

5.1.11 – Projet de production d’1 ha de concombre

Description : l’exploitation va consister à réaliser des planches de concombre à hauteur d’un hectare à partir d’une pépinière préalablement produite. Le concombre récolté est vendu à des grossistes et à des détaillants au niveau du marché local et des marchés environnants

Tableau 62 : Compte d’exploitation prévisionnel d’1 ha de concombre

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Vente de Concombre (kg)				12 500	200	2 500 000
Achat semence (kg)	1,5	30 000	45 000			
Achat engrais/NPK (kg)	200	300	60 000			
Achat engrais/Urée (kg)	200	230	46 000			
Achat engrais/FO (t)	5	6 000	30 000			

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
Labour, billonnage et pulvérisation (ha)	1					
Installation réseau d'irrigation (nbre)	1	60 000	60 000			
Installation réseaud'irrigation	1	60 000	60 000			
Semis (ha)	1	20 000	20 000			
Récolte (pers)	3	15 000	45 000			
Sarclo-binage (nbre)	3	15 000	45 000			
Achat de carburant/gas-oil(l)	360	675	243 000			
Achat lubrifiant (l)	20	1500	30 000			
Irrigation	40	5000	200 000			
Frais de transport production			60 000			
Frais personnel (1manvre/jr)	100	750	75 000			
Dotation aux amortissements (motopompe)			150 000			
Total			1 169 000			2 500 000
Résultat net avant impôts			1 331 000			

5.2 - Elevage

5.2 1-Projet de renforcement d'une laiterie

Description : l'activité va consister à produire et à commercialiser du lait frais pasteurisé et du yaourt conditionnés dans des sachets à partir du lait de vaches

Tableau 63 : Evaluation financière des investissements d'une laiterie

Désignation	Quantité	P.U (F. CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
aménagements			102 650	1250	10
Installations électriques	01	75 000	75 000	625	10
Confection et pose de panneaux	02	17 500	35 000	290	10
Total investissement			260 000	2 165	
réfrigérateurs	04	203 750	815 000	13 585	20
thermomètres	02	42 500	85 000	1415	20
brûleurs	02	30 000	60 000	1000	20
Bassines aluminium	11		65 000	1085	20
Bouteilles de gaz	02	10 000	20 000	340	20
thermo soudeurs	03	10 000	30 000	500	20
tables	02	15 000	30 000	500	20
Total équipements			1 105 000	18 425	
Seaux plastiques grande capacité	02	5 500	11 000	920	100
Gobelets gradués	02	750	1500	125	100
Toile de filtration	01	1000	1000	85	100
Spatules	03	200	600	50	100
Tamis	03	250	750	65	100
Seaux plastiques	03	1100	3300	275	100
Panier plastique	01	1500	1500	125	100
Total petits matériels d'exploitation			19 650	1645	
Total investissements			1 384 650	22 235	

Tableau 64 : Compte d'exploitation prévisionnel d'une laiterie

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de yaourt (250 ml)	2790	150	418500	2810	150	421500	2950	150	442000
Vente de lait frais (0,5 l)	720	150	108 000	720	150	108 000	720	150	108 000
Total produits			526 500			529 500			550 500
CHARGES									
Achat lait de vache (L)	106	200	212000	106	200	213000	1100	200	220000
Achat de sucre (kg)	102	300	30600	102	300	30600	110	300	33000
ferment	60	150	9000	60	150	9000	60	150	9000
Sachets (yaourt)	272	6,50	18135	281	6,50	18265	2950	6,5	19175
Sachets (lait frais)	720	12	8640	720	12	8640	720	12	8640
Etiquettes (feuilles)	220	25	5500	221	25	5525	230	25	5750
loyers	02	2500	5000	02	2500	5000	02	2500	5000
Main d'oeuvre	04	-	34 500	04	-	34 500	04	-	34 500
Gaz (12kg)	01	4250	4250	01	4250	4250	01	4250	4250
électricité			43500			43 500			43500
Eau			4000			4000			4000
amortissement			22230			22230			22230
Rémunération promoteur	01	50000	50000	01	50000	50000	01	50000	50000
Charges financières			8330			8330			8330
Total charges			455685			456 840			467 375
Résultat net d'exploitation avant impôts			70 815			72 660			83 125

5.2.2- Projet de production et de commercialisation d'œuf

Description : Il d'agit d'assurer la production et la commercialisation d'œufs à partir de l'élevage de 100 poules pondeuses. Ces poulets seront achetés à deux (02) mois d'age. Avant la reforme de la première bande une deuxième sera introduite six mois au préalable.

Tableau 65 : dépense d'investissement de production des oeufs

Désignation	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Charges amortissement mensuels	Montant total
Construction de bâtiment	02	70 000	1166,70	140 000
abreuvoirs	08	4000	6400	32 000
mangeoires	06	4000	4800	24 000
litière			2300	11 500
Total			2291,70	207 500

Tableau 66 : Compte d'exploitation prévisionnel trimestriel de production des oeufs

Désignation	Période 1			Période 2			Période 3		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
	PRODUITS								
Vente d'œufs de pondeuses pendant 12 mois (80 œufs/jrs)	28 800	50	1 440 000	28 800	50	1 440 000	28 800	50	1 440 000
Vente de pondeuses reformées	100	1500	150 000	100	1500	150 000	100	1500	150 000
Total produit			1 590 000			1 590 000			1 590 000
	CHARGES								
Achat de poulets	100	2 200	220 000	100	2 200	220 000	100	2 200	220 000
Alimentation (kg)	1300	170	221 000	1300	170	221 000	1300	170	221 000
prophylaxie	forfait		150 000	forfait		150 000	forfait		150 000
Achat d'alvéoles	50	70	3 500	50	70	3 500	50	70	3 500
lunette	100	50	5 000	100	50	5 000	100	50	5 000
Prélèvements promoteur			60 000			60 000			60 000
Frais financier			21 840			21 840			21 840
amortissement			6 875,10			6 875,10			6 875,10
Total charges			688 215,10			688 215,10			688 215,10
Résultat net d'exploitation avant impôts			901 784,90			901 784,90			901 784,90

5.2.3- Projet d'embouche bovine

Description : Il s'agira d'acheter des bœufs, de les engraisser intensivement en vue de les revendre au bout de six (06) mois en moyenne

Tableau 67 : Evaluation financière des investissements d'embouche bovine

Désignation	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
Aménagement d'enclos	01	30 000	30 000	250	10
S/Total Infrastructure			30 000	250	
Acquisition de brouette	01	25 000	25 000	420	20
S/total équipement			25 000	420	
Acquisition de pelle	01	5000	5000	420	100
Acquisition de râteau	01	5000	5000	420	100
S/Total équipements d'exploitation			10 000	84	
Total investissements			65 000	1510	

Tableau 68 : Compte d'exploitation d'embouche bovine

Désignation	Période 1 [05 premiers mois]			Période 2 [6 ^e mois]			Période n [06 derniers mois]		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de boeufs	-	-	-	05	125000	625 000	05	150 000	750 000
Total produits						625 000			750 000
CHARGES									
Achat boeuf	10	60000	600 000	-	-	-	-	-	-
Alimentation	10	15000	150 000	10	3000	30 000	05	7500	37 500
Soins	10	5000	50 000	-	-	-	-	-	-
Eau (fûts)	150	150	22 500	01	150	150	01	150	150
Bouvier	01	30 000	30 000	01	60 000	60 000	01	30 000	30 000
Prélèvement (jrs)	150	500	75 000	30	500	15 000	150	500	75 000
Frais financiers						30 000			30 000
Dotation aux amortissements			1750			1510			7550
Total charges			935 050			82 660			180 200
Résultat net d'exploitation avant impôts									

Tableau 69 : Evaluation du résultat annuel d'embouche bovine

Désignation	Montant (F cfa)
Total produits	1 375 000
Charges	1 197 910
Dotation aux amortissements	16 530
Résultat net avant impôt	160 560

5.2.4- Projet de production de viande porcine

Description : l'activité va consister à élever des porcs de grande qualité par l'embouche à des fins de consommation directe

Tableau 70 : Evaluation des dépenses d'investissements d'élevage de porcs

Désignation	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
Construction de porcherie	01	730 000	730 000	73 000	10
S/Total Infrastructure			730 000	73 000	
Mangeoires et abreuvoirs	20	12 000	240 000	48 000	20
brouettes	01	30 000	30 000	6 000	20
pelle	01	5 000	5 000	1 000	20
barriques	01	10 000	10 000	2 000	20
Fosse fumièr	01	20 000	20 000	4 000	20
S/total équipement			305 000	61 000	
Total investissements			1 035 000	134 000	

Tableau 71 : Compte d'exploitation prévisionnel d'élevage de porcs

DÉSIGNATION	Qté	CHARGES		Qté	PRODUITS	
		P.U	Montant		P.U	Montant
Vente de porcs				78	125 000	9 750 000
Vente de fumier						25 000
Achat de truies	05	25 000	125 000			
Achat d'alimentation (t)	76,65	60 000	4 599 000			
Achats produits vétérinaires	-	-	201 600			
Achat de verrat	01	120 000	120 000			
transport	06	2000	12000			
Formation promoteur (jrs)	05	20 000	100 000			
Suivi-appui-conseil	09	20 000	180 000			
Distribution (eau, aliment, nettoyage)/mois	12	15 000	180 000			
Gardien/mois	12	25 000	300 000			
Frais de montage du projet	01	20 000	20 000			
Dotation aux amortissements			134 000			
Total			7 006 600			9 775 000
Résultat net d'exploitation avant impôts			2 768 400			

5.2.5 Projet d'embouche Ovine

Description : Les membres du groupement d'embouche Ovine avec une expérience de trois (03) ans, visent à accroître leurs capacités techniques et financières par l'embouche de 720 moutons en trois (03) rotations de 240 moutons et à écouler sur le marché national et extérieur.

Tableau 72 : Compte d'exploitation prévisionnel d'embouche ovine

DÉSIGNATION	Qté	CHARGES		Qté	PRODUITS	
		P.U	Montant		P.U	Montant
Vente de moutons				698	55 000	38 390 000
Vente de fumier						50 000
Achat d'animaux	720	25 000	18 000 000			
Achat d'alimentation	97,20	60 000	5 832 000			
Achats produits vétérinaires			324 000			
Fauche Fourrage (t)	129,6	5000	648 000			
transport	720	2000	1 440 000			
Formation promoteur (jrs)	02	190 000	3 80 000			
Suivi-appui-conseil	12	20 000	240 000			
Distribution (eau, aliment, nettoyage)/mois	2268	150	340 200			
Gardien/mois	12	25 000	300 000			
Frais de montage du projet	01	30 000	30 000			
Manœuvres/mois	1x12	15 000	180 000			
Dotation aux amortissements			555 200			
Total			28 269 400			38 440 000
Résultat net avant impôts			10 170 600			

5.2.6 Projet d'élevage des aulacodes

Description : L'activité consiste à produire et vendre des aulacodes (agoutis) dans le contexte de la diversification des productions animales et des sources de protéines animales.

Tableau 73 : Compte d'exploitation prévisionnel d'élevage d'aulacodes

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS	
	Qté	P.U	Montant	Qté	Montant
Vente d'aulacodes mâles				135	1 012 500
Vente d'aulacodeaux reproducteurs (grpe de 05)				45	3 600 000
Vente de fumure organique				10	25 000
Achat d'aulacodes femelles	16	15 000	240 000		
Achat d'aulacodes mâles	06	20 000	120 000		
Achat d'alimentation concentré	55	24 000	1 320 000		
Achats produits vétérinaires	07	22 143	155 000		
Fauche Fourrage (t) transport	10	5000	50 000		
Formation promoteur (jrs)	10	5000	50 000		
Suivi-appui-conseil	12	20 000	240 000		
Distribution (eau, aliment, nettoyage)/jrs	365	150	54 750		
Gardien/mois	12	25 000	300 000		
CMV	06	8000	48 000		
Divers prestation			100 000		
Dotation aux amortissements			232 000		
Total			3 129 751		4 637 500
Résultat net avant impôts			1 507 750		

5.2.7- Projet d'apiculture

Description : l'activité va consister en la production de miel à partir de 75 ruches modernes et 150 cires attirantes qui seront placées dans la forêt. A raison d'une récolte par an en période de chaleur, la production sera conditionnée et écoulée sur le marché local et extérieur où la demande est très forte.

Tableau 74 : Compte d'exploitation prévisionnel de projet d'apiculture

Années/Désignation	Année 1			Année 2			Année 3		
	PRODUITS								
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
Vente de la production			3 913 500			1 687 500			1 687 500
Total produits			3 913 500			1 687 500			1 687 500
	CHARGES								
Frais du personnel			300 000			300 000			300 000
Frais financiers			1 200			1 200			1 200
Dotation aux amortissements			716 000			716 000			7 16 000
Total charges			3 243 200			1 017 200			1 017 200
Résultat net d'exploitation avant impôts			670 300			670 300			670 300
Impôts/CSI			-			-			-
Résultat net d'exploitation après impôts			670 300			670 300			670 300

5.3 – UNITES DE TRANSFORMATION

5.3.1 Projet de fabrication du Soubala

Description : L'activité consiste en la fabrication de Soubala à partir des graines du Néré. La procédure d'obtention du produit final va consister à sécher, à passer dans un moulin et enfin, à conditionner dans des sachets destinés à la commercialisation sur les marchés de Banfora et de Bobo - Dioulasso et éventuellement sur le reste du pays.

Tableau 75: Compte d'exploitation prévisionnel de fabrication de soubala

Années/Désignation	Année 1			Année 2			Année 3		
	PRODUITS								
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
Vente de la production			4 320 000			4 500 000			4 750 000
Total produits			4 320 000			4 500 000			4 750 000
	CHARGES								
Achat matières premières			2 016 000			2 150 000			2 300 000
Frais du personnel			720 000			720 000			720 000
Taxes/assurances			6 000			6 000			6 000
Fais financiers			1 200			1 200			1 200
Eau, électricité			43 200			50 000			60 000
Dotation aux amortissements			533 200			533 200			533 200
Résultat net d'exploitation avant impôts			1 000 400			1 039 600			1 129 600
Total charges			3 319 600			3 460 400			3 620 400
Impôts/CSl			15 000			15 000			15 000
Résultat net d'exploitation après impôts			985 400			1 024 600			1 114 600

5.3.2 Projet de fabrication de Beurre de karité

Description : L'activité d'exploitation consistera en la fabrique du beurre de karité à partir des noix de karités achetées avec les femmes sur place. La production sera écoulee à des grossistes sur le marché national et l'extérieur.

Tableau 76 : Compte d'exploitation prévisionnel de fabrication de beurre de karité

Années/Désignation	Année 1			Année 2			Année 3		
PRODUITS									
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
Vente de la production			3 300 000			3 500 000			3 750 000
Total produits			3 300 000			3 500 000			3 750 000
CHARGES									
Achat matières premières (karités)			864 000			1 000 000			1 000 000
Frais du personnel			960 000			960 000			960 000
Eau, électricité			21 600			43 200			43 200
Taxes/assurances			5 000			5 000			5 000
Fais financiers			1 200			1 200			1 200
Dotation aux amortissements			615 500			615 500			615 500
Total charges			2 467 300			2 624 900			2 624 900
Résultat net d'exploitation avant impôts			832 700			875 100			1 125 100
Impôts/CSI			20 000			20 000			20 000
Résultat net d'exploitation après impôts			812 700			855 100			1 105 100

5.3.3-projet de création d'une unité de fumage de poissons

Description : l'activité va consister à acheter du poisson et à le fumer et le sécher fumé afin de le revendre en gros, demi gros et en détail sur le marché local

Tableau 77 : Evaluation financière des investissements de fumage de poisson

Désignation	Quantité	P.U (F. CFA)	Charges		
			Montant total	amortissement mensuels	Taux d'amortissement (%)
Camoin (10 tonnes)	01	4 500 000	4 500 000	37 500	10
Balance			10 000	170	20
Petits matériels d'exploitation					100
Total investissement			4 510 000	37 670	

Tableau 78 : Compte d'exploitation mensuel prévisionnel de fumage de poisson

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de poisson fumé (t)	2,5	1 680000	4 200000	1,7	1 680000	2 910000	2	1 680 000	3 450 000
Total produits			4200 000			2 910000			3450 000
CHARGES									
Achat de poissons fumés			3 125000			2 500000			2 500000
Frais carburant A/R			60 000			-			-
Frais de route chauffeur			175 000			-			-
Frais de douane			30 000			-			-
Frais distribution (vendeuses)			650 000			-			-
Loyer point de vente			12 500			12 500			12 500
amortissements			15000			15000			15000
Frais financiers			37 670			37670			37670
Total charges			4111 005			2211005			2586005
Résultat net d'exploitation avant impôts			88 995			698995			863 995

5.3.5- Projet de création d'une unité de fabrique de savon

Description : Il s'agira de produire des morceaux de savon de type n°2 à partir du beurre de karité, huile de coco et coton afin de procéder à l'écoulement sur le marché local

Tableau 79: Evaluation des charges d'investissements de fabrique de savon

Désignation	Quantité	P.U (F CFA)	Charges Montant total	amortissement mensuels	Taux d'amortissement (%)
Construction magasin	01	250000	250 000	2085	10
Construction hangar	01	50 000	50 000	420	10
S/Total Infrastructure			300 000	2 505	
Table de coupe	01	175 000	175 000	2920	20
Table de frappe	01	250 000	250 000	4170	20
Table de séchage	01	75 000	75 000	1250	20
Moules métalliques	02	70 000	140 000	2335	20
Tampon pour cartons	01	10 500	10 500	175	20
balance	01	15000	15000	250	20
Seaux gradués	02	1500	3000	50	20
bassines	01	2500	2 500	45	20
Spatule	01	1000	1000	20	20
S/total équipement			672 000	11 215	
Total investissements			972 000	13 720	

Tableau 80 : Compte d'exploitation prévisionnel annuel de fabrique de savon

Désignation	Charges	Produits
Ventes de savon n°2		12 000 000
Achat beurre de karité	4 320 000	
Achat huile de coco	2 304 000	
Achat huile de coton	1 368 000	
Achat soude caustique	768 000	
Achat bicarbonate de sodium	192 000	
Achat silicate de sodium	192 000	
Achat parfum	192 000	
Frais du personnel	480 000	
Rémunération promoteur	600 000	
Charges financières	67 200	
Dotations aux amortissements	164640	
Total	9 687 840	12 000 000
Résultat net d'exploitation avant impôts		2 312 160
C.S.I	18 000	
Résultat net d'exploitation		2 294 160

5.4– ATELIERS DE FABRICATION ET DE MAINTENANCE

5.4.1- projet de fabrique de ruches kenyanes

Description : l'exploitation va consister à acheter du bois et autres consommables pour la fabrication de ruches kenyanes

Tableau 81 : dépenses d'investissements de fabrique de ruches kenyane

Désignation	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Charges Montant total	amortissement mensuels	Taux d'amortissement (%)
Construction atelier (maisonnette)	01	100 000	100 000	835	10
Construction hangar	01	10 000	10 000	85	10
S/Total Infrastructure			110 000	920	
Machine à scier	01	200 000	200 000	3335	20
Machine à raboter	01	105 000	105 000	1750	20
S/total équipement			305 000	5085	
vilebrequin	02	7500	15 000	1250	100
tables	02	7500	15 000	1250	100
rabots	02	4000	8000	670	100
scies	03		10 000	835	100
marteaux	02	2000	4000	335	100
perceuse	01	5000	5000	420	100
Serre-joints	04	2500	10 000	835	100
autres			10 000	835	100
S/Total équipements d'exploitation			77 000	6 430	
Total investissements			492 000	12 435	

Tableau 82 : compte d'exploitation prévisionnel de fabrication de ruches kenyanes

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de ruches	03	2500	75 000	60	2500	150 000	60	2500	150 000
Vente autres produits			375 000			60 000			60 000
réparation			17000			-			-
Total produits			467 000			1 560 000			1 560 000
CHARGES									
Bois (chargements)			197 000	75	13000	975 000	75	13000	975 000
pointes			12 000			12 000			12 000
colle			2 500			5000			5 000
Services extérieurs			30 000			50 000			50 000
électricité			15 000			15 000			15 000
apprentis	02	5000	10 000	02	5000	10 000	02	5000	10 000
promoteur			15 000			15 000			15 000
amortissements			12 435			12 435			12 453
Frais financiers			8335			8335			8335
Total charges			352 270			1 102 770			1 102 770
Résultat net d'exploitation avant impôts			114 730			457 230	457 230		

5.4.2- Projet de création d'un atelier de dépannage de cyclomoteurs

Description : Il s'agira de mettre ces compétences de mécanicien au service des usagés de véhicule à deux avec moteur.

Tableau 83 : Evaluation financière des investissements d'un atelier de dépannage de cyclomoteurs

Désignations	Quantité	Coût Unitaire (F CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
Construction maisonnette + hangar	01	200 000	200 000	1 670	10
S/Total Infrastructure			200 000	1 670	
Kit de clés	01	150 000	150 000	2500	20
S/total équipement			150 000	2 500	
Total investissements			350 000	4 170	

Tableau 84 : Compte d'exploitation d'un atelier de dépannage de cyclomoteurs

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de service dépannage			50 000						
Vente de pièces détachées			120 000						
Total produits			170 000						
CHARGES									
Achat de pièces détachées			85 000						
Achat de pétrole			2000						
Achat de savon			750						
Achat d'eau			300						
apprentis			3000						
Rémunération du promoteur			15 000						
Dotation aux amortissements			4 170						
Total charges			110 220						
Résultat net d'exploitation avant impôt			59 780						

5.4.3- Projet de création d'un atelier de forge

Description : l'activité de production va consister en la fabrication traditionnelle de matériels agricoles et divers (mortier, daba, faucilles, couteaux, tabourets, spatules, etc.)

Tableau 85 : Evaluation financière des investissements de création d'un atelier de forge

Désignation	Quantité	P.U (F CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
Construction atelier	01	50 000	50 000	420	10
S/Total Infrastructure			50 000	420	
Enclumes	02	22 500	45 000	750	20
Soufflet	01	15 000	15 000	250	20
Serre-joint	01	20 000	20 000	335	20
Marteaux (n° 8 ; 5 ; 3)	03		47 000	795	20
Pinces	02	15 000	3 000	50	20
S/Total équipements			130 000	2 180	
Perforeuse	01	500	500	45	100
Scie	01	2 500	2 500	210	100
Brin	01	500	500	45	100
S/Total matériels d'exploitation			3 500	300	
Total investissements			183 500	2 900	

Tableau 86 : Compte d'exploitation de création d'un atelier de forge

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de mat. agricole	05		210 000	06		270 000	06		275 000
Divers			25 000			15 000			20 000
Total produits			235 000			285 000			295 000
CHARGES									
Achat de fer			150 000			175 000			200 000
Permis environnement			3 000			3 000			3 000
Rémunération du promoteur			45 000			45 000			45 000
Frais financiers			6 665			6 665			6 665
Dotation aux amortissements			2 900			2 900			2 900
Total charges			207 565			232 565			257 565
Résultat net d'exploitation avant impôts			27 435			52 435			37 435

5.4.4 – Atelier de menuiserie bois

Projet de montage d'un atelier de menuiserie bois

Description : l'activité va consister en la fabrication de meubles divers (lits, armoires, chaises, etc.) à partir du bois. L'approvisionnement de la matière première (bois) se fera à partir des deux grandes scieries de Banfora et la commercialisation du produit fini (les meubles) se fera sur le marché national et sous régional.

Tableau 87 : Evaluation des dépenses d'investissement d'un atelier de menuiserie bois

Désignations	Quantité	P.U (F. CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement annuel	
EQUIPEMENTS					
Machine à rabot	01	1 200 000	1 200 000	240 000	20
Machine à mortaise	01	100 000	100 000	20 000	
Machine à tours	01	200 000	200 000	40 000	
Machine à sillage	01	600 000	600 000	120 000	
Tourne vis	02	1000	2000	400	
Arrache clous	01	3000	3000	600	
Pierre à huile	01	2000	2000	400	
burin	01	6000	6000	1200	
Tenaille	02	2000	4000	800	
Bédane	01	6000	6000	1200	
Perceuse	01	17000	17000	3400	
Marteau	03	2000	6000	1200	
Rabots	02	8000	16000	3200	
Scies	04	25 000	100 000	20 000	
Etablis	03	12000	36000	7200	
Total équipements			2 298 000	495 000	
Limes	04	1500	6000	1200	20
Equerre	02	1500	3000	600	
Mètre	02	1500	3000	600	
Clé N° 10	01	500	500	100	
Ciseau	04	1250	5000	1000	
Serre-joint	05	1500	7500	1500	
Petit matériel d'exploitation			25 000	5 000	
Total investissements			2 323 000	500 000	

Tableau 88 : compte d'exploitation prévisionnel d'un atelier de menuiserie bois

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS	
	Qté	P.U	Montant	Qté	Montant
Vente lits (nbre)				120	6 000 000
Vente fauteuils (nbre)				84	16 800 000
Vente chaise à jardin (nbre)				60	1 020 000
Vente buffet (nbre)				60	4 800 000
Vente armoires (nbre)				36	7 200 000
Vente cuisinière (nbre)				72	2 160 000
Vente équipement tables banc pour école (classe)				02	500 000
Charges locatives	12	20 000	240 000		
Achat de bois			1 080 000		
électricité	12	18000	216 000		
Charges du personnel (nourriture)	4	25 000	120000		
Achat pointes (paquet)	120	1000	120 000		
Achat colle (boite)	120	1000	120 000		
Achat vernis (litre)	120	1500	180 000		
Achat diluant (litre)	120	1000	120000		
Dotations aux amortissements			500 000		
Total			3 776 000		14 660 000
Résultat net d'exploitation avant impôt			10 884 000		
Impôt s et taxes (CSI)			30 000		
Résultat net d'exploitation après impôts			10 854 000		

5.5 - SERVICES

5.5.1- Projet de création d'un restaurant bar

Description : l'activité va consister en l'achats de boissons industrielles (BRAKINA, BRAFASO et Liqueurs), mise au froid et procéder à la commercialisation accompagné de restauration (foie,steck, poissons et poulet)

Tableau 89 : Evaluation des charges d'investissements de création d'un bar restaurant

Désignation	Quantité	P.U (F CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
Hangars	05	125 000	6 25000	5210	10
clôture	01	2200 000	2 200000	18 330	10
Aménagement		175 000	175 000	1460	10
S/Total Infrastructure			3000 000	25 000	
Congélateurs	02	275 000	550 000	9165	20
Réfrigérateur	01	100 000	100 000	1 665	20
Appareil de sonorisation			425 000	7085	20
S/total équipement			1 075000	17 915	
Tables métalliques	17	8000	136 000	11330	100
Chaises métalliques	60	6000	360 000	30 000	100
Caisses de 12 bouteilles	15	2500	37 500	3 125	100
Caisses de 24 bouteilles	13	3400	44 200	3680	100
Verres	40	5000	200 000	16 665	100
Autres			63 800		
S/Total équipements d'exploitation			841 500	58 475	
Total investissements			4 916 500	101 390	

Tableau 90 : Compte d'exploitation prévisionnel d'un bar restaurant

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente de sucreries			798 500			828 500			804 000
Vente de bières			1 550 000			1498500			1552500
Vente de liqueurs	90	2 250	202 500	83	2250	186750	92	2250	207 000
Total produits			2 551000			2513750			2563500
CHARGES									
Achats sucreries			573 800			594 200			578 400
Achats bières			1306400			1254300			1310100
Achats liqueurs	90	1500	135 000	83	1500	124 500	92	1500	138 000
Caissier	01	17 500	17 500	01	17 500	17 500	01	17 500	17 500
Serveurs	03	10 000	30 000	03	10 000	30 000	03	10 000	30 000
Promoteur	01	50000	50000	01	50000	50000	01	50000	50000
Gardien	01	15000	15000	01	15000	15000	01	15000	15000
électricité			32668			31 971			37 042
eau			4 500			4500			4500
Frais financiers			25000			25000			25000
amortissements			101 390			101 390			101 390
Total charges			2 291 258			2 248 361			2 306 932
Résultat net d'exploitation avant impôts			259 742			265 389			256 568

5.5.2- Projet de renforcement de point de grillade de viande

Description : l'activité va consister à acheter des Volailles des Caprins et des Ovins sur le marché local, les griller la viande et procéder à la commercialisation à des consommateurs immédiats

Tableau 91: Dépense d'investissement de grillade de viande

Désignations	Qté	P.U (F CFA)	Montant total	Amortissement annuel	Taux d'amortissement (%)
Achat de Congélateur	01	450 000	450 000	90 000	20
Achat de four à rôtir	01	400 000	400 000	80 000	
Total investissements			850 000	170 000	

Tableau 92 : Compte d'exploitation prévisionnel de grillade de viande

Désignations	Charges	Produits
Vente de grillades		33 840 000
Vente de peaux		576 000
Achat de volailles	8 640 000	
Achat de Caprins	9 000 000	
Achat d'ovins	9 000 000	
Achat de bois de chauffe	336 000	
Achat d'huile de cuisson	432 000	
Achat d'ingrédients	360 000	
Eau	54 000	
Electricité	180 000	
Frais du personnel (05)	600 000	
Rémunération du promoteur	720 000	
Frais financiers	50 000	
Dotation aux amortissements	170 000	
Totaux	28 750 000	34 416 000
Résultat net d'exploitation avant impôt		5 666 000
C.S.I	36 000	
Résultat net d'exploitation		5 630 000

5.5.3- Projet de création d'un service de pressing moderne

Description : l'essentiel de l'exploitation sera de deux types : le lavage (ordinaire et à sec) avec des intrants appropriés et le repassage des vêtements. Les vêtements repassés sont constitués dans les emballages en plastique et livré aux propriétaires.

Tableau 93: Evaluation des charges d'investissements d'un service de pressing

Désignation	Quantité	P.U (F CFA)	Charges		Taux d'amortissement (%)
			Montant total	amortissement mensuels	
Machine à laver (seconde main)	01	375 000	375 000	3 125	10
S/Total Infrastructure			375 000	3 125	
Tables à confection spéciale	01	20 000	20 000	335	20
Fer à repasser avec fonction vapeur	02	20 000	40 000	670	20
S/total équipement			60 000	1005	
Bassine à grande capacité	02	5000	10 000	835	
Seaux	02	2000	4000	335	
fûts	01	10 000	10000	835	
S/Total petits équipements d'exploitation			14 000	2005	
Total investissements			459 000	6 135	

Tableau 94 : Compte d'exploitation d'un service de pressing

DÉSIGNATION	CHARGES			PRODUITS		
	Qté	P.U	Montant	Qté	P.U	Montant
Lavage à sec+ repassage+emballage				2912	1800	5 241 600
Lavage ordinaire +repassage+emballage				2548	750	1 911 000
Eau (08 fûts/semaines)	614	200	83 200			
Electricité	12	9 500	114 000			
Produits d'entretien	12	8000	96 000			
Détergents	12	6000	72 000			
emballages	5 460	40	218 400			
Dotation aux amortissements			73 620			
Total			657 220			7 152 600
Résultat d'exploitation avant impôt			6 495 380			
Impôts/CSl			20 000			
Résultat net après impôts			6 475 380			

5.5.4- Projet de création d'un atelier de couture

Description : Sous la base des commandes, le couturier va produire plusieurs variétés de vêtements pour sa clientèle au niveau local et national, voir dans la sous région.

Tableau 95 : Evaluation des dépenses d'investissement prévisionnel d'un atelier de couture

Désignation	Quantité	P.U (F CFA)	Charges		Taux d'amortis- sement (%)
			Montant total	amortisse- ment annuel	
Machine à coudre simple	02	80 000	160 000	32 000	
Machine à broder	02	500 000	1000 000	200 000	
Machine à surfiler	01	60 000	60 000	12000	
Tables	02	25 000	50 000	10 000	
chaises	05	5000	25 000	5000	20
Bancs	02	10 000	20 000	4000	
Armoires	01	150 000	150 000	30 000	
Fer à repasser à charbon	01	5000	5000	1000	
Fer à repasser électrique	01	25 000	25 000	5000	
Présentoir	02	75 000	150 000	30 000	
Matériels divers			194 000	38 800	
Total équipement			1 839 000	367 800	
Total investissements			1 839 000	367 800	

Tableau 96 : Compte d'exploitation prévisionnel d'un atelier de couture

DÉSIGNATION	Qté	CHARGES		Qté	PRODUITS	
		P.U	Montant		P.U	Montant
Livraison d'ensemble simple				2184	4 000	8 736 000
Livraison d'ensemble costumes				52	25 000	1 300 000
Livraison ensemble Abbacosse				52	12000	624 000
Livraison de boubou ensemble				1560	8000	12 480 000
Location atelier (x12mois)	01x12	20 000	240 000			
Achat de consommable/semaine	52	42 000	2 184 000			
Achat charbon (sac)	52	1000	52 000			
électricité	12	15 000	180 000			
Produits d'entretien et divers			126 000			
Frais du personnel (4 persx12mois)	04x12	50 000	2 400 000			
Dotation aux amortissements et provisions			367 800			
Total			5 549 800			23 140 000
Résultat net 'exploitation avant impôt			17 590 200			
Impôts/CS			50 000			
Résultat net après impôts			17 540 200			

5.5.5 – Projet d'un Télécentre

5.5.6 - Projet de création d'une unité de traitement et de commercialisation d'eau

Description : l'activité va consister à filtrer l'eau courante fournie par l'ONEA, à la stériliser à l'aide de rayons ultra-violetes et à la conditionner dans des sachets de 500 ml pour être commercialisée.

Tableau 97 Evaluation financière des investissements d'une unité de traitement et de commercialisation d'eau
Désignations

Désignations	Quantité	P.U (F. CFA)	Charges		
			Montant total	amortissement mensuels	Taux d'amortissement (%)
Construction (carreau)	01	500 000	500 000	4 170	10
Branchement SONABEL	01	125 000	125 000	1 045	10
Raccordement ONEA	01	150 000	150 000	1 250	10
Total investissement			775 000	6 465	
Purificateur	01	650 000	650 000	10 835	20
Stérilisateur	01	875 000	875 000	14 585	20
Filtre	01	620 000	620 000	10 335	20
Machine doseur-soudeur-découpeuse semi-automatique	01	380 000	380 000	6 420	20
Total équipements			2 525 000	4 2 175	
Bacs plastiques	100	1250	125 000	10 420	100
Ciseaux	10	750	7 500	625	100
Total petits matériels d'exploitation			132 500	11 045	
Total investissements			3 432 500	59 685	

Tableau 98 : Compte d'exploitation prévisionnel mensuel d'une unité de traitement et de commercialisation d'eau

Désignation	Période 1			Période 2			Période n		
	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant	Qté.	P.U	Montant
PRODUITS									
Vente d'eau sachet de 500 ml	42 500	35	1 487 500	42 500	35	1 487 500	42 500	35	1 487 500
Total produits			1 487 500			1 487 500			1 487 500
CHARGES									
ONEA			20 000			20 000			20 000
SONABEL			103000			103 000			103 000
Sachets vides			675000			675 000			675 000
Location de véhicule			375000			375 000			375 000
Frais du personnel	04	40. 000	160000	04	40. 000	160 000	04	40 000	160 000
Rémunération du promoteur			80 000			80 000			80 000
Dotation aux amortissements			59 685			59 685			59 685
Frais financiers			20 830			20 830			20 830
Total charges			1 293 615			1 293 615			1 293 615
Résultat net d'exploitation avant impôts			193 985			193 985			193 985

CONCLUSION

L'élargissement des opportunités en matière d'emploi garantit la participation de la majorité de la population active à la création des richesses et à leur juste répartition. A l'évidence, cette stratégie au-delà de l'affirmation de la seule volonté politique, dépend en grande partie de l'existence d'un potentiel ainsi que des capacités et compétences à même de le valoriser.

La région du Centre-est au regard de l'analyse diagnostique ci-dessus, regorge d'énormes potentialités dont la mise en valeur par l'exploitation judicieuse de ses forces et faiblesses, pourrait générer des emplois et des revenus, condition *sine qua non* de la réduction significative de la pauvreté au niveau régional.

Pour ce faire, les recommandations proposées dans la présente étude tendant à améliorer le climat des affaires, semblent les plus appropriées à notre avis, et de ce fait, méritent d'être examinées avec la plus grande attention de la part des décideurs, afin d'insuffler une dynamique irréversible à l'essor économique de la région.